



Future Risks Report

ÉDITION 2025



Sommaire

Présentation		Risque 2. Instabilité géopolitique	25	Risques de 6 à 9	41
Éditorial de Thomas Buberl	3	La menace persistante de l'instabilité géopolitique	26	Risque 6. Ressources naturelles et biodiversité	42
Résumé de l'étude	4	Un point de bascule pour l'Europe et les États-Unis	27	Risque 7. Risques macroéconomiques	43
À propos de l'étude	7	Tribune : Pourquoi un regain d'intérêt pour le risque géopolitique ?	28	Tribune : Quand les blocs se fissurent	44
Top 10 mondial des risques futurs selon les experts en 2025	10	L'approche unique d'AXA face aux risques géopolitiques	29	Risque 8. Risques énergétiques	45
Évolution du top 10 des risques futurs selon les experts	11			Risque 9. Risques pour la stabilité financière	46
Top 10 mondial des risques émergents : classements des experts et du grand public	12	Risque 3. Cybersécurité	30		
Classements 2025 des risques par les experts, par zones géographiques	13	Une vulnérabilité croissante à la cybersécurité	31	Démographie	47
Tribune : Développer la résilience dans un monde fragmenté	14	Cybermenaces et instabilité géopolitique sont étroitement liées	32	Le problème démographique : une bombe à retardement aux impacts multiples	48
		Interview : Cybersécurité : au croisement de la technologie, de la confiance et de la géopolitique	33	La menace croissante d'un effondrement des systèmes de santé et de retraite	49
Fragmentation	15				
Un monde de plus en plus polarisé	16	Risque 4. IA et big data	34		
Fragmentation, confiance et démocratie	17	Les risques de l'IA évoluent de pair avec ses opportunités	35	Risques sous le radar	51
Tribune : L'assurance au secours du tissu social	18	Interview : Bâtir une assurance intelligente	36		
		Tribune : Mieux protéger et gagner en résilience dans une ère de défiance envers la technologie	37	Le rôle des assureurs	54
Risque 1. Changement climatique	19			Interview : Repousser les limites de l'assurabilité	55
Le changement climatique perd du terrain, concurrencé par d'autres sources d'anxiété	20	Risque 5. Tensions sociales	38		
Le paradoxe des inquiétudes climatiques : les craintes à court terme l'emportent sur la planification à long terme	21	Les tensions sociales mettent à mal les autorités et la démocratie	39		
Interview : La connaissance, c'est le pouvoir	22	Répondre au sentiment de vulnérabilité des femmes	40		
L'adaptation climatique et la résilience, au cœur d'AXA	23				
Tribune : Le changement climatique, multiplicateur de risques	24				

ÉDITORIAL de Thomas Buberl

Dans un monde en constante évolution, il est essentiel d'anticiper et de cerner les risques à venir pour mieux y répondre. Depuis douze ans, AXA explore, à travers son Future Risks Report, les risques émergents et leurs impacts potentiels afin de susciter une réflexion collective et d'appeler à l'action en faveur d'un avenir plus sûr et durable.

« Cette édition 2025 met en lumière un monde de plus en plus polarisé et le déclin de la cohésion sociale et politique, entraînant de nouvelles menaces. »

Thomas Buberl, PDG d'AXA



À chaque période ses défis. Cette édition 2025 met en lumière la polarisation croissante du monde, face à des risques mondialisés, et interroge sur les réponses à apporter à des crises de plus en plus interconnectées.

Plus que jamais, la fragmentation sociale menace le bien-être de notre société. Elle est alimentée par les changements démographiques, les tensions géopolitiques, la désinformation et, plus indirectement, par les enjeux majeurs, tels que le changement climatique et ses répercussions : catastrophes naturelles, dégradation des ressources naturelles, pénuries alimentaires.

Cette année, le rapport fait ressortir les nouvelles menaces qu'entraînent cette polarisation et le déclin de la cohésion sociale et politique. Crise de la démocratie libérale ou scepticisme croissant

envers la capacité des pouvoirs publics à gérer efficacement les crises : le sentiment de vulnérabilité est à son comble, tant auprès des experts que du grand public.

À l'aube de ce glissement mondial, qui remet en question nos cadres de référence, nous avons besoin d'une réflexion stratégique, d'un leadership collectif et d'idées novatrices. Nous devons coconstruire une vision claire de l'avenir, approfondir les coopérations sur les risques cruciaux et créer des dispositifs agiles et efficaces. Les défis mondiaux – tels que le changement climatique, les risques liés à l'intelligence artificielle, ou encore l'instabilité financière – exigent de mieux structurer la coopération internationale et d'améliorer les réglementations. Nous en avons les moyens.

La collaboration public-privé est essentielle pour tirer profit

de l'expérience et de l'expertise d'entreprises qui ne cessent de s'adapter, de gérer des risques et de répondre à des crises.

Dans cet environnement complexe, les assureurs jouent eux aussi un rôle crucial. Non seulement pour prévenir et atténuer les risques, mais aussi pour contribuer à bâtir une société plus soudée et résiliente. Chez AXA, nous nous engageons pleinement en faveur du progrès humain en protégeant ce qui compte, et nous sommes convaincus que nous ne sommes pas seuls dans cette démarche. Nous devons agir ensemble dès aujourd'hui, avec vision et détermination, pour surmonter les risques de demain et créer un avenir plus sûr et durable.

Résumé de l'étude

Le Future Risks Report 2025 analyse les perceptions de deux panels – des experts en assurance, travaillant chez AXA ou issus de ses réseaux professionnels, ainsi que des représentants du grand public à travers le monde – concernant les principaux risques à venir. Ces risques vont des inquiétudes persistantes concernant le changement climatique, à l'escalade des tensions sociales et géopolitiques, en passant par l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA), ou encore la pression accrue qu'exerce l'évolution démographique sur les finances publiques.

Cette année, notre enquête met en lumière la manière dont la fragmentation sociale amplifie la vulnérabilité du monde face aux risques. Face à l'exacerbation de cette polycrise mondiale, la confiance en la capacité des pouvoirs publics s'effrite, tandis que l'émergence sans précédent des risques technologiques complexifie la gestion des risques et les prises de décision. Dans ce contexte difficile, les assureurs jouent un rôle crucial : non seulement pour prévenir et atténuer les risques, mais aussi pour bâtir une société plus solidaire et plus résiliente.



Découvrez notre Radar des risques : un module numérique vous permettant de filtrer les données brutes pour obtenir une vue personnalisée des 10 principaux risques par catégories (experts et grand public), zones géographiques (pays, régions ou continent) et de personnaliser les comparaisons entre zones géographiques ou périodes.

➤ **95%** des experts et **93%** du grand public estiment que les risques ont augmenté ces dernières années

➤ **86%** des experts et **84%** du grand public affirment que les risques les plus préoccupants pourraient être en partie évités par des mesures de prévention

➤ **89%** des experts et **72%** du grand public pensent que les assureurs ont un rôle important à jouer dans la prévention des risques à venir



83 %
des experts et

78 %
du grand public
jugent le monde plus
vulnérable qu'en 2020

Principaux enseignements

Enseignement n° 1 : le changement climatique reste en tête, mais d'autres risques s'imposent

Pour la cinquième année consécutive, le changement climatique demeure en première position du classement des experts, mais les écarts se resserrent : les risques situés aux rangs numéro deux (instabilité géopolitique), trois (cybersécurité) et quatre (tensions sociales) se rapprochent du changement climatique cette année. En Europe, le climat est dépassé par l'instabilité géopolitique; en Afrique, par la cybersécurité. **Ces résultats illustrent un sentiment croissant de polycrise et renforcent la nécessité d'une approche globale de la gestion des risques.**

Enseignement n° 2 : les risques peuvent être gérés et les assureurs jouent un rôle important à cet égard

Une vaste majorité de sondés – 86 % des experts et 84 % du grand public – s'accordent à dire que les risques qui les inquiètent le plus pourraient être en partie évités par des mesures de prévention significatives. **Ce sont les scientifiques et les chercheurs qui continuent d'inspirer la plus grande confiance quant à leur capacité à répondre aux risques :** 78 % des experts et 68 % du grand public affirment se fier à ces spécialistes pour limiter les conséquences d'une crise future, bien que ces chiffres aient reculé depuis l'an dernier, comme c'est le cas pour plusieurs autres acteurs. Cependant, une majorité du grand public – 72 %, comme dans l'édition précédente de l'enquête – **reste convaincue que les assureurs joueront un rôle important dans la protection contre les risques à venir.**

Seuls **19 % des experts** et **16 % du grand public** font « entièrement » confiance aux gouvernements nationaux pour gérer les crises à venir

Enseignement n° 3 : les risques technologiques émergent à un rythme sans précédent

La cybersécurité ainsi que les risques liés à l'IA et au big data – classés respectivement en 3^e et 4^e positions par les experts – soulèvent de nouveaux défis pour les individus, les sociétés et les organisations du monde entier. **La vitesse à laquelle ils évoluent agit également sur la perception d'autres enjeux** : si les « risques éthiques liés à l'utilisation de la technologie » et les « risques liés aux systèmes intelligents et autonomes » n'arrivent pas dans le top 10 des experts, les sondés ayant sélectionné ces enjeux sont bien plus enclins à affirmer qu'ils « émergent rapidement » (54 % et 43 % respectivement, soit dix et sept points de plus que lors de l'enquête de l'an dernier).

➤ 54%

des experts jugent que les risques éthiques liés aux technologies émergent rapidement, contre 44 % l'an dernier



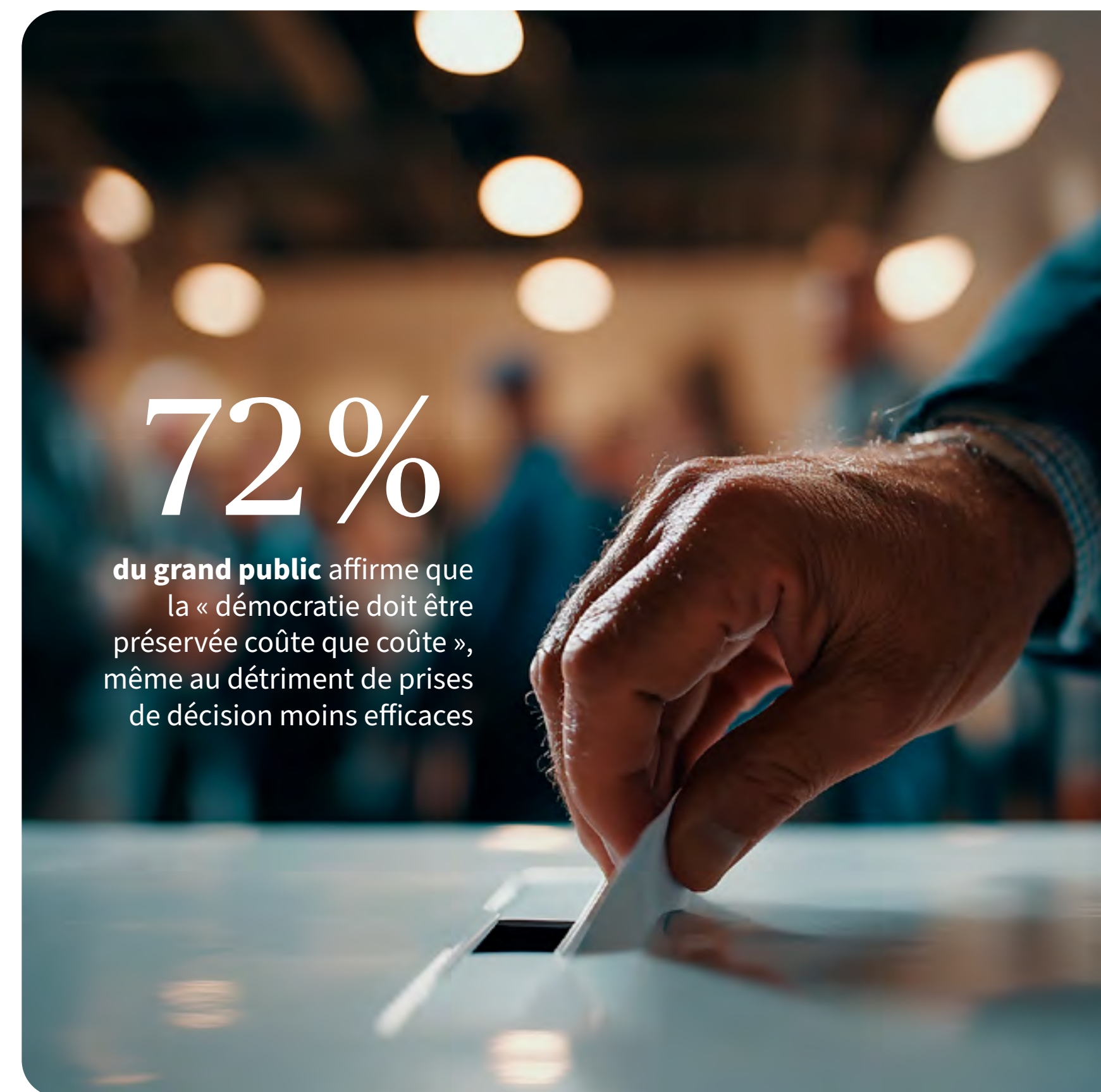
Enseignement n° 4 : une note d'espoir dans un monde fragmenté

La société est jugée de plus en plus fragmentée : 59 % du grand public estiment que leurs concitoyens partagent de moins en moins de valeurs avec eux, voire aucune. À peine 12 % pensent que la plupart des habitants de leur pays partagent leur vision de la société idéale. Une vaste majorité du grand public (79 %) et des experts (84 %) voit un risque important que les tensions géopolitiques aboutissent à une guerre mondiale. **Malgré ce sentiment de polarisation, une large majorité du grand public se dit attachée aux idéaux démocratiques (72 %) et estime que les décisions prises à l'échelle internationale sont la manière la plus efficace de trouver des solutions aux risques à venir (67 %, contre 63 % l'an dernier).**

➤ 68% des experts et 67 % du grand public s'accordent à dire que les décisions contre les risques à venir sont plus efficaces lorsqu'elles sont prises à l'échelle internationale

72%

du grand public affirme que la « démocratie doit être préservée coûte que coûte », même au détriment de prises de décision moins efficaces



À propos de l'étude

Le Future Risks Survey 2025 a été mené par Ipsos pour le compte d'AXA, à travers des questionnaires en ligne adressés à deux groupes : les experts et le grand public. L'enquête s'est déroulée du 14 mai au 19 juin 2025¹.



26 595
répondants

12 ans
de suivi de l'évolution de la perception des risques

1. La plupart des réponses ont été reçues avant la guerre des Douze jours entre l'Iran et Israël (du 13 au 24 juin) : l'impact de cet événement est donc limité sur la perception de certains risques, tels que l'instabilité géopolitique.

Les 25 risques

Nous avons présenté aux personnes interrogées 25 risques, répartis en **5 catégories**, et leur avons demandé de choisir leur 5 premiers risques en fonction de leur impact potentiel au cours des 5 à 10 prochaines années. Nous avons classé les résultats en attribuant 5 points à chaque premier choix, 4 pour le deuxième, etc. Pour chaque risque, les « pays où la préoccupation est la plus élevée » ont été identifiés à partir de ceux qui ont classé ce risque en première position, ainsi qu'en fonction de la vulnérabilité perçue exprimée par le grand public et par les experts.

SANTÉ ET MÉDECINE



- Maladies chroniques
- Exposition prolongée à des substances nocives
- Pandémies et maladies infectieuses
- Risques liés à l'évolution des pratiques de santé et aux nouvelles maladies professionnelles
- Risques liés aux avancées et innovations médicales

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIE



- Changement climatique
- Risques liés à l'énergie
- Pollution
- Risques spatiaux et planétaires
- Risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité

TECHNOLOGIE ET DONNÉES



- Risques liés à la cybersécurité
- Technologies disruptives
- Risques éthiques liés à l'utilisation de la technologie
- Risques liés aux systèmes intelligents et autonomes
- Risques liés à l'intelligence artificielle et au big data

ÉCONOMIE, FINANCE ET ENVIRONNEMENT COMMERCIAL



- Risques pour la stabilité financière
- Risques macroéconomiques
- Risques liés aux politiques monétaires et fiscales
- Risques liés à l'avenir de l'emploi
- Risques économiques liés aux technologies

SOCIÉTÉ, POLITIQUE ET RÉGLEMENTATION



- Instabilité géopolitique
- Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme
- Risques liés à l'évolution démographique
- Risques liés à l'évolution de la réglementation et des litiges
- Tensions et mouvements sociaux

Experts

Nous avons interrogé **3 595 experts dans 57 pays**. 42 % des personnes sondées avaient entre 45 et 59 ans. 55 % étaient des hommes et 44 % des femmes, 1 % préférant ne pas se prononcer sur leur genre. 82 % travaillaient chez AXA¹, principalement dans la gestion des risques. Les 18 % restants étaient issus des réseaux professionnels d'AXA, majoritairement du secteur des services financiers.

3 595
experts

57
pays

EUROPE



Principaux pays :
France – 500
Royaume-Uni – 251
Turquie – 218

ASIE-PACIFIQUE/MOYEN-ORIENT



Principaux pays :
Thaïlande – 293
Indonésie – 190
Japon – 152

AMÉRIQUES



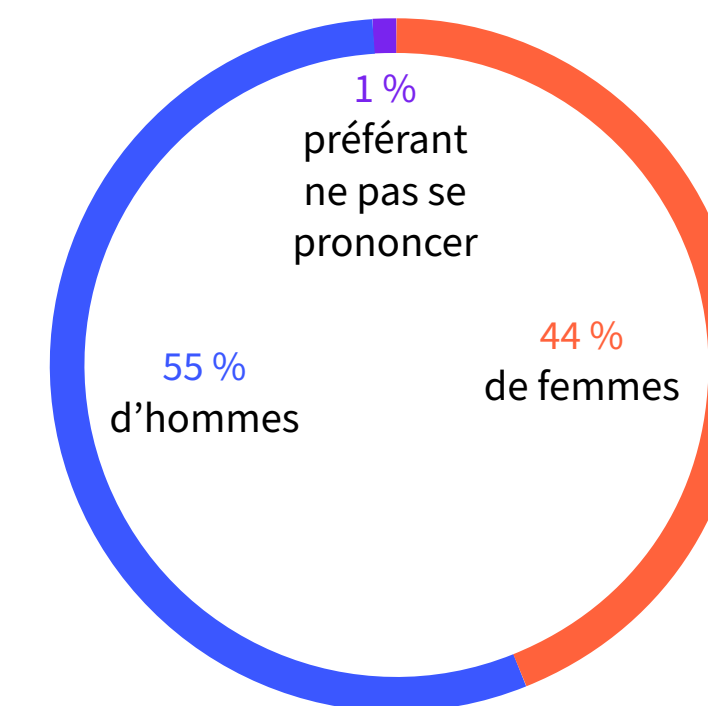
Principaux pays :
Colombie – 243
Brésil – 190
Mexique – 170

AFRIQUE

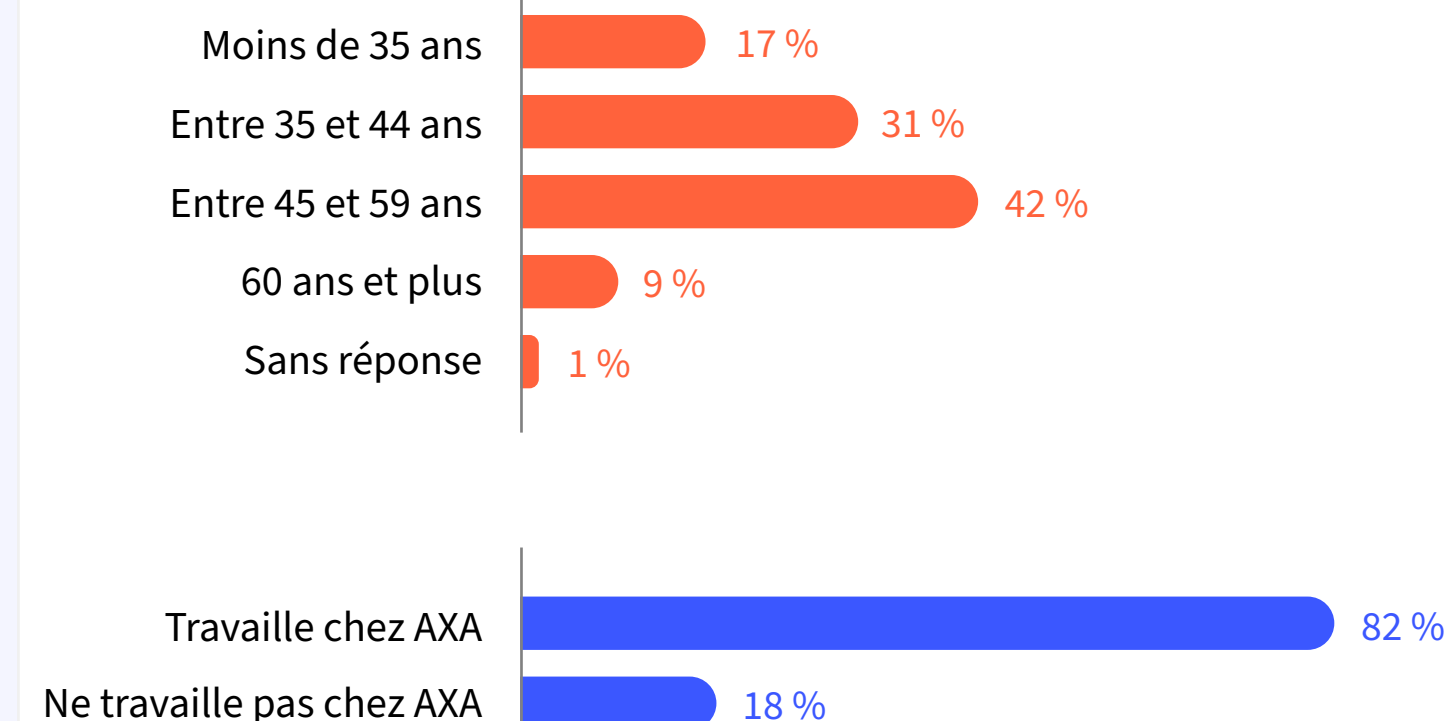


Principaux pays :
Maroc – 56
Nigeria – 40

PROFIL DES EXPERTS



Moyenne d'âge : 45 ans

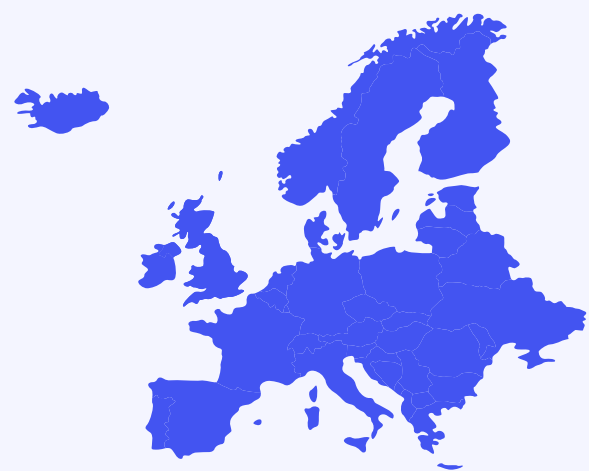


1. Tout le personnel est inclus, sans se restreindre aux collaborateurs spécialisés dans des domaines spécifiques.

Grand public

Nous avons interrogé **23 000 personnes âgées de 18 ans ou plus, dans 18 régions**. Les sondés ont été échantillonnés pour être représentatifs en matière d'âge, de sexe et de profession. Le panel était composé de 5 000 personnes aux États-Unis, 2 000 en Allemagne et 1 000 dans chacune de ces régions : Belgique, Brésil, Chine, Égypte, Espagne, France, Hong Kong, Irlande, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigeria, Royaume-Uni, Suisse et Turquie respectivement. La différence de pays sélectionnés par rapport à l'an dernier (avec l'ajout de la Turquie, l'Égypte, l'Irlande et le Brésil, et le retrait de l'Australie) doit être prise en compte dans la comparaison des résultats.

EUROPE



10 000
répondants

🏆 Principales régions :
Allemagne – 2 000
Royaume-Uni – 1 000
France – 1 000

ASIE-PACIFIQUE/MOYEN-ORIENT



3 000
répondants

🏆 Principales régions :
Chine – 1 000
Japon – 1 000
Hong Kong – 1 000

AMÉRIQUES



7 000
répondants

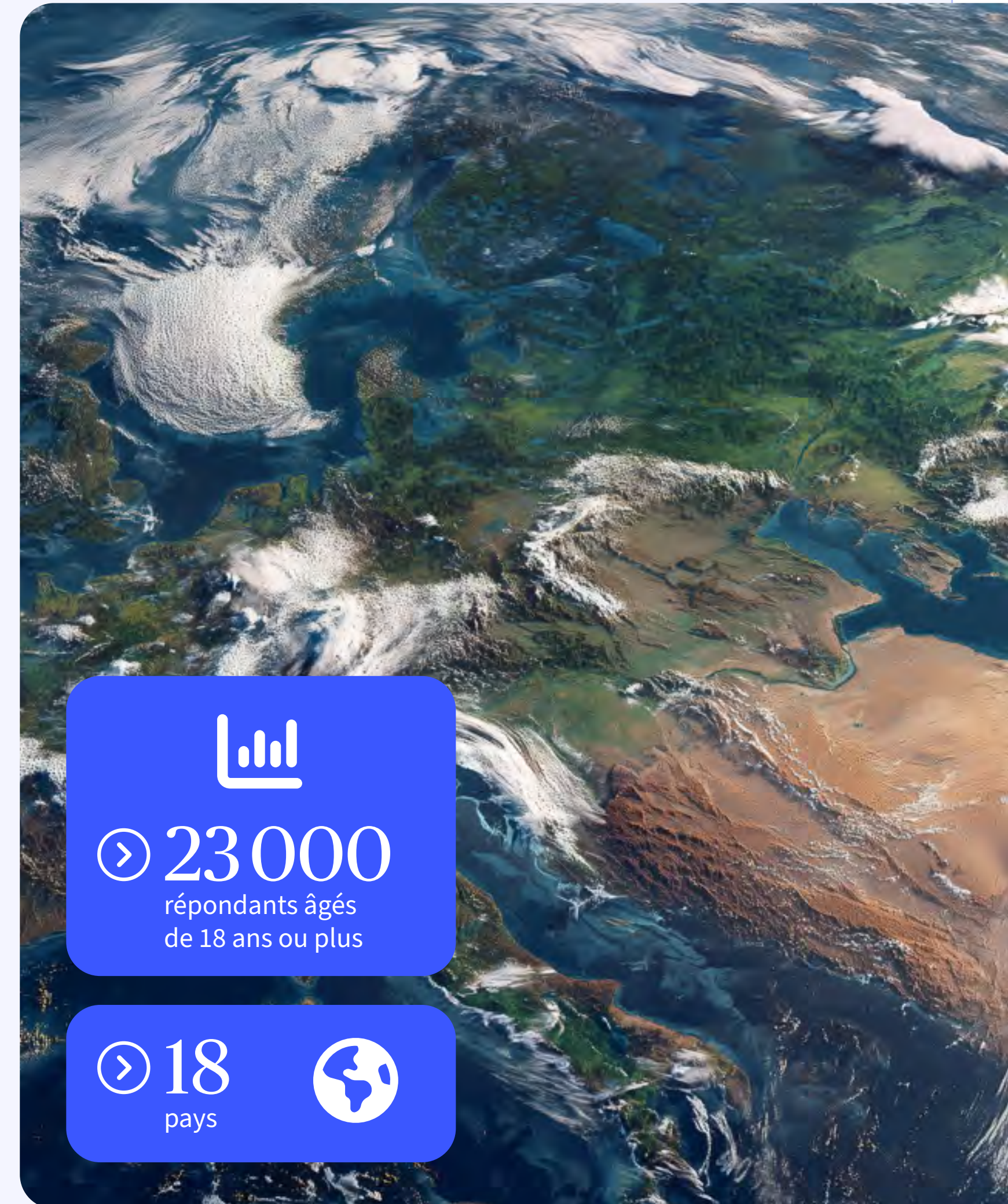
🏆 Principales régions :
États-Unis – 5 000
Mexique – 1 000
Brésil – 1 000

AFRIQUE



3 000
répondants

🏆 Principales régions :
Maroc – 1 000
Nigeria – 1 000
Égypte – 1 000



📊
➤ 23 000
répondants âgés
de 18 ans ou plus

➤ 18
pays



Top 10 mondial des risques futurs selon les experts en 2025



1.
Changement climatique

→ 2024 : #1



2.
Instabilité géopolitique

→ 2024 : #2



3.
Cybersécurité

→ 2024 : #3



4.
IA et big data

→ 2024 : #4



5.
Tensions et mouvement sociaux

→ 2024 : #5



6.
Ressources naturelles et biodiversité

→ 2024 : #6



7.
Risques macroéconomiques

↑ 2024 : #11



8.
Risques énergétiques

↓ 2024 : #7



9.
Instabilité financière

↑ 2024 : #10



10.
Changements démographiques

↑ 2024 : #11

Évolution du top 10 des risques futurs selon les experts

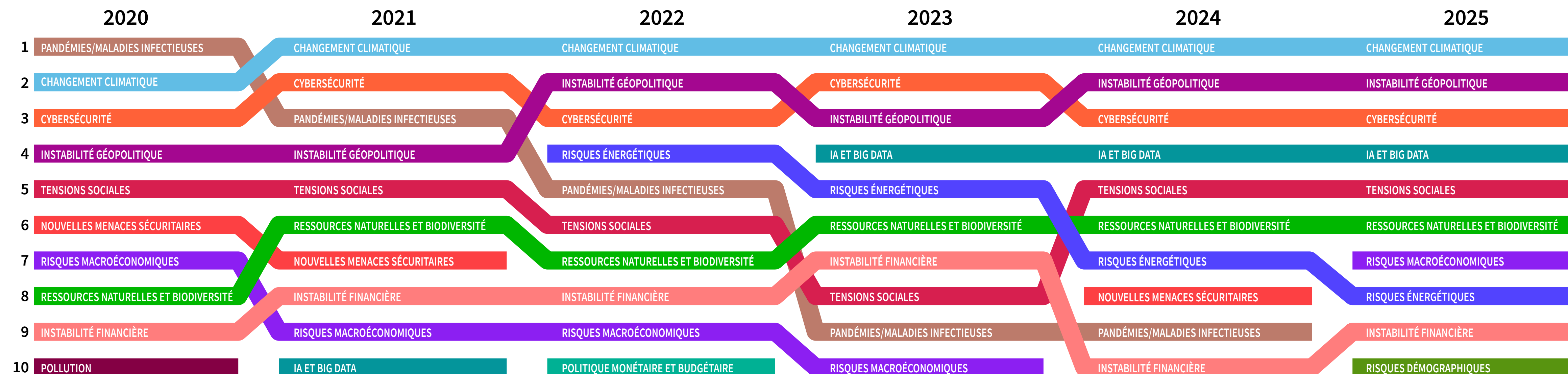
Les risques macroéconomiques et démographiques entrent dans le top 10 des experts

Si les six premiers risques cités par les experts restent identiques à ceux de l’an dernier, deux menaces font leur entrée dans le top 10 :

- **Les risques macroéconomiques** se classent en 7^e position cette année, leur niveau le plus élevé depuis 2020, en raison des inquiétudes liées aux droits de douane et aux guerres commerciales.
- **Les risques liés à l'évolution démographique** font leur entrée dans le top 10 pour la première fois, à la 10^e position. Cette préoccupation reflète une prise de conscience croissante des difficultés liées au vieillissement des populations : selon les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé, la part des plus de 60 ans dans la population mondiale devrait presque doubler entre 2015 et 2050.

Ces deux entrées sont compensées par deux sorties du top 10 :

- **Les pandémies et maladies infectieuses** – principaux sujets d’inquiétude en 2020 – poursuivent leur déclin. Elles restent dans le top 10 de tous les continents, à l’exception de l’Europe.
- **Les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme** chutent depuis l’an dernier, où ils occupaient le 8^e rang.



Top 10 mondial des risques émergents: classements des experts et du grand public

Le changement climatique reste le risque numéro un à l'échelle mondiale, tant du côté des experts que du grand public. Pour ces deux groupes, le classement des six premiers risques n'a pas évolué depuis l'an dernier. Au niveau continental toutefois, les experts européens relèguent le changement climatique au deuxième rang derrière l'instabilité géopolitique, et les experts africains le classent au troisième rang, derrière les risques liés à la cybersécurité et à l'IA. Si 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, battant le record de 2023, selon l'Organisation météorologique mondiale, le recul du changement climatique dans le classement ne veut pas dire que les inquiétudes à ce sujet ont diminué, mais s'explique sans doute davantage par une montée des autres préoccupations.

Trois tendances majeures se dessinent

1

Sur les dix principaux risques du classement, seuls six sont partagés à la fois par les experts et le grand public, soit moins que les années précédentes.

Concernant les enjeux environnementaux autres que le changement climatique, les experts craignent davantage les risques liés à la perte des ressources naturelles et de biodiversité (6^e position) et les risques énergétiques (8^e position), tandis que le grand public s'inquiète plutôt de la pollution (9^e rang).

2

Les questions de sécurité arrivent en deuxième position dans les deux groupes, mais les enjeux diffèrent.

Si d'un côté les experts s'inquiètent principalement de l'instabilité géopolitique, le grand public craint plutôt les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme.

3

Les risques technologiques restent une préoccupation importante. La cybersécurité occupe la troisième place dans les deux classements. En outre, l'inquiétude du grand public face aux risques liés à l'IA et au big data progresse de trois places, se classant 7^e, se rapprochant ainsi progressivement du classement des experts (4^e position). D'après les sondés, l'IA menace en premier lieu les droits et les intérêts humains et est considérée comme un risque émergent plus rapidement que les autres.

TOP 10 DU GRAND PUBLIC ET DES EXPERTS

	EXPERTS	GRAND PUBLIC
1	Changement climatique	Changement climatique
2	Instabilité géopolitique	Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme
3	Risques de cybersécurité	Risques de cybersécurité
4	IA et big data	Tensions et mouvement sociaux
5	Tensions et mouvement sociaux	Pandémies et maladies infectieuses
6	Ressources naturelles et biodiversité	Instabilité géopolitique
7	Risques macroéconomiques	IA et big data
8	Risques énergétiques	Instabilité financière
9	Instabilité financière	Pollution
10	Risques démographiques	Maladies chroniques

Focus

Écart entre les genres : les femmes s'inquiètent davantage de la sécurité et des risques sanitaires

Au sein du grand public, les perceptions des femmes divergent davantage de celles des experts que celles des hommes. Les femmes sont plus nombreuses à citer les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme (2^e dans leur classement) que l'instabilité géopolitique (9^e). Elles accordent également une place plus importante (3^e) aux pandémies et aux maladies infectieuses.



Classements 2025 des risques par les experts par zones géographiques

— En diminution — Identique — En augmentation



AMÉRIQUES

1. Changement climatique =
2. Cybersécurité =
3. IA et big data =
4. Instabilité géopolitique =
5. Ressources naturelles et biodiversité =
6. Tensions et mouvement sociaux =
7. Pandémies et maladies infectieuses +1
8. Risques éthiques liés à l'utilisation des technologies +7
9. Politiques monétaires et fiscales +1
10. Risques énergétiques -3

AFRIQUE

1. Cybersécurité +1
2. IA et big data +2
3. Changement climatique -2
4. Instabilité géopolitique -1
5. Risques énergétiques +1
6. Politiques monétaires et fiscales +4
7. Tensions et mouvement sociaux +4
8. Risques macroéconomiques -1
9. Pandémies et maladies infectieuses =
10. Risques liés à l'avenir de l'emploi +7

EUROPE

1. Instabilité géopolitique +1
2. Changement climatique -1
3. Cybersécurité =
4. Tensions et mouvement sociaux =
5. IA et big data =
6. Ressources naturelles et biodiversité =
7. Risques énergétiques =
8. Risques démographiques =
9. Risques macroéconomiques +1
10. Nouvelles menaces sécuritaires et terrorisme -1

ASIE-PACIFIQUE ET MOYEN-ORIENT

1. Changement climatique =
2. Cybersécurité =
3. IA et big data =
4. Instabilité géopolitique =
5. Instabilité financière =
6. Pandémies et maladies infectieuses =
7. Risques macroéconomiques +7
8. Tensions et mouvement sociaux +3
9. Pollution -1
10. Politiques monétaires et fiscales +4

Tribune

Développer la résilience dans un monde fragmenté : l'innovation et le leadership en première ligne pour faire face aux principaux risques émergents

Françoise Gilles

Directrice des risques du Groupe AXA

Les six premiers risques du classement – changement climatique, instabilité géopolitique, cybersécurité, IA et big data, tensions et mouvements sociaux, ressources naturelles et biodiversité – sont identiques à ceux de 2024. Cependant, pour la première fois, l'évolution démographique fait son entrée dans le top 10 mondial. Cette tendance s'explique par les pressions qu'exercent le vieillissement de la population mondiale et la baisse de la fécondité sur les systèmes de santé et les régimes de retraite, surtout en Europe et en Asie.

Dans ce contexte, la recherche scientifique, l'expertise professionnelle et les partenariats sont essentiels pour renforcer la résilience collective et repenser l'innovation afin de stimuler le développement social et économique.

C'est pourquoi, en tant que porteurs de risques, les assureurs considèrent le risque comme une matière première et un moteur d'innovation et de progrès. En fournissant des solutions innovantes, des prévisions pertinentes et des prises de décision proactives pour la société, les assureurs peuvent offrir une protection contre les risques, jouant ainsi un rôle de stabilisateur auprès des individus, des organisations et des États, pour les aider à faire face aux crises, qu'elles soient anticipées ou inattendues.

Au-delà des indemnités, AXA agit en amont grâce à l'analyse prédictive, aux mesures de prévention et à une gestion durable de la transition. Ce faisant, nous assumons un rôle de leader pour gagner en résilience et élaborons des solutions à long terme pour nos clients et partenaires.

Mais les risques continuent d'évoluer, tout comme les défis qu'ils soulèvent. Si la fragmentation sociale n'a rien de nouveau, elle est amplifiée par les avancées en matière d'IA, de puissances de calcul et de réseaux sociaux. Ce phénomène durcit les inégalités déjà présentes et entrave notre capacité collective à agir. En effet, les nations ont en général tendance à s'opposer plutôt qu'à collaborer, poussées par la crainte de perdre leur souveraineté, leur compétitivité ou la bataille technologique.

Cette fragmentation du monde souligne plus que jamais l'importance d'un leadership stratégique, d'une innovation

collaborative, et la nécessité de consolider notre rôle et notre mission d'experts des risques.

Pour saisir pleinement ce potentiel de progrès social et économique, nous devons avoir une approche responsable de l'innovation. Cela implique de trouver des terrains d'entente et de favoriser des partenariats résilients et inclusifs, moteurs du changement. En matière d'IA, par exemple, il faut à la fois tenir compte des changements bénéfiques qu'elle peut induire, des efforts de coopération mondiale, mais aussi de ses conséquences sur l'environnement, du déclin cognitif des utilisateurs, des enjeux de confidentialité des données et des difficultés juridiques.

Il est essentiel de répondre aux attentes de la société tout en gardant une longueur d'avance. Nous devons rester pertinents et réinventer notre manière d'aborder les enjeux stratégiques, dont certains n'existaient pas il y a encore quelques décennies, ou dont l'ampleur n'est pas encore pleinement identifiée. L'avenir ne doit pas être un risque, mais une voie résiliente et innovante vers un progrès collectif, qui comble les fossés générationnels, géographiques et économiques.



« En encourageant les solutions innovantes, les prévisions pertinentes et les prises de décision proactives pour la société, les assureurs jouent un rôle de stabilisateur. »



Fragmentation



Cette année, nous avons ajouté une nouvelle question à l'enquête pour mieux appréhender les points de vue sur la polarisation des sociétés. Les résultats sont préoccupants : une majorité d'experts et du grand public est convaincue que les sociétés perdent le socle de valeurs communes qui assuraient leur cohésion. AXA s'engage à répondre à cette fragmentation, qui exacerbe tous les autres risques.

RÉGIONS OÙ LA FRAGMENTATION arrive en tête

#1
Brésil

#2
Mexique

#3
France et Colombie

Principaux facteurs de division, selon les experts et le grand public :

- Inégalités économiques et sociales
- Divisions politiques et idéologiques

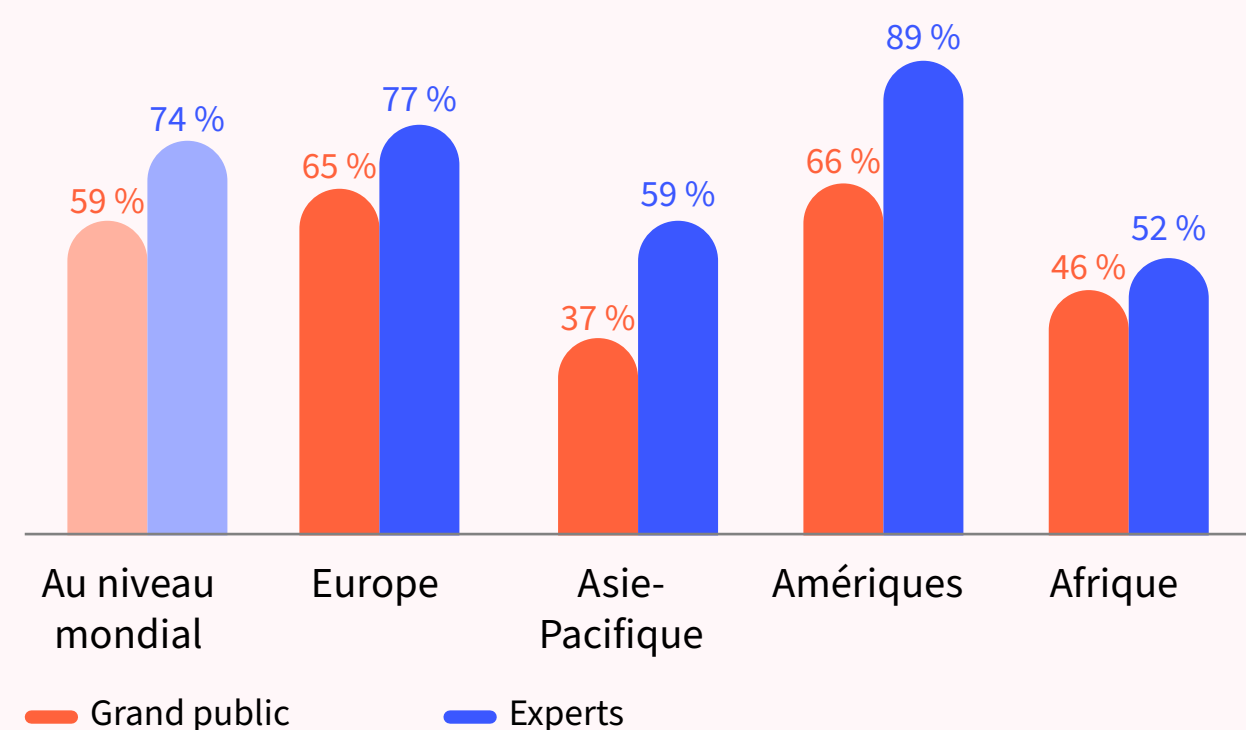
Seuls **10%** des sondés jugent la population de leur pays « **plutôt unie et fédérée autour de valeurs communes** »

Un monde de plus en plus polarisé

La majorité des experts (74 %) et du grand public (59 %) considère que leur pays est confronté à « un clivage social profond et inquiétant » ou que leurs concitoyens ont « de moins en moins de valeurs et d'aspirations communes ». Toutefois, ces craintes varient fortement d'un continent à l'autre : du côté du grand public, ces chiffres sont plus élevés en Europe (65 %) et aux États-Unis (66 %) qu'en Asie-Pacifique (37 %).

Interrogés sur les principaux facteurs de clivage, les experts tout comme le grand public citent en priorité les **inégalités économiques et sociales ainsi que les divisions politiques et idéologiques**. Une fois de plus, les réponses diffèrent d'une région à l'autre : pour le grand public aux États-Unis, la réponse la plus fréquente est la **désinformation et la polarisation sur les réseaux sociaux**, tandis qu'en Europe les **tensions liées à l'immigration et à l'intégration culturelle** sont davantage citées.

PART DES EXPERTS ET DU GRAND PUBLIC QUI ESTIME QUE LEUR PAYS EST CONFRONTÉ À UNE FRACTURE SOCIALE



LES PRINCIPAUX FACTEURS DE DIVISION PAR CONTINENT SELON LE GRAND PUBLIC

QUELS SONT, SELON VOUS, LES PRINCIPAUX FACTEURS DE DIVISION AUJOURD'HUI ?

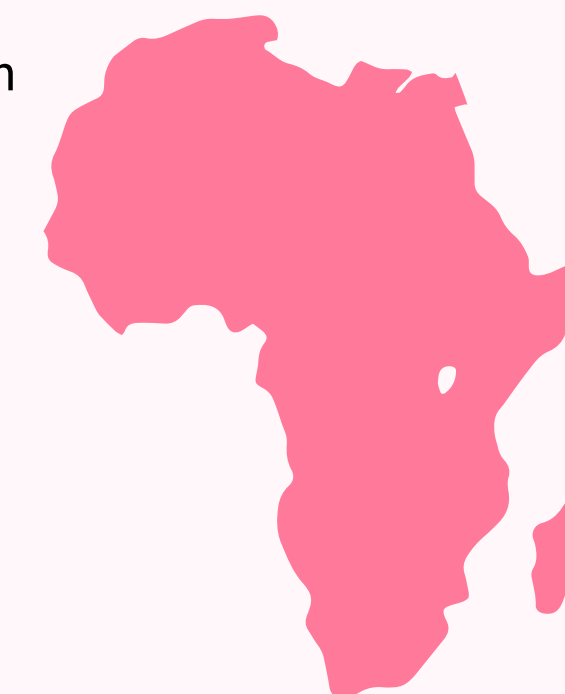
EUROPE Belgique, France, Allemagne, Irlande, Italie, Espagne, Suisse, Turquie, Royaume-Uni

- #1 Tensions liées à l'immigration et à l'intégration culturelle
- #2 Inégalités économiques et sociales croissantes
- #3 Divisions politiques et idéologiques de plus en plus marquées



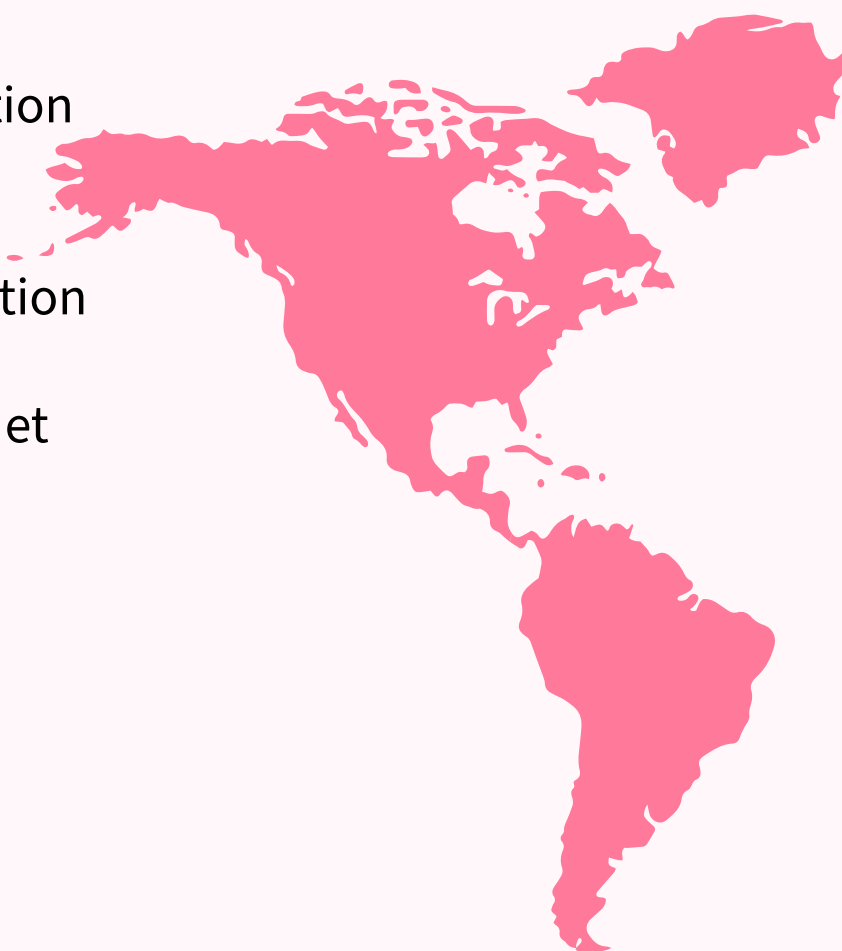
AFRIQUE Égypte, Maroc, Nigeria

- #1 Inégalités économiques et sociales croissantes
- #2 Diffusion de fausses informations et polarisation sur les réseaux sociaux
- #3 Inégalités d'accès à une éducation et une formation de qualité



AMÉRIQUES Brésil, Mexique, États-Unis

- #1 Inégalités d'accès à une éducation et une formation de qualité
- #2 Diffusion de fausses informations et polarisation sur les réseaux sociaux
- #3 Inégalités économiques et sociales croissantes



ASIE-PACIFIQUE Chine, Japon, Hong Kong

- #1 Inégalités économiques et sociales croissantes
- #2 Diffusion de fausses informations et polarisation sur les réseaux sociaux
- #3 Divisions politiques et idéologiques de plus en plus marquées. Disparités géographiques (clivage entre métropoles et zones rurales, centres et banlieues, etc.)



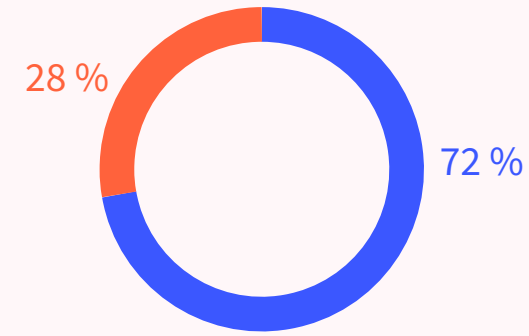
Fragmentation, confiance et démocratie

Notre étude s'est penchée sur les valeurs unificatrices.

Seule une petite moitié des répondants a le sentiment qu'une forte proportion du grand public partage ses convictions religieuses (50 %), sa vision de la société idéale (51 %) ou ses opinions politiques (53 %). **Les critères les plus fédérateurs sont les us et coutumes (60 %), les goûts culinaires (65 %) et la langue (70 %).**

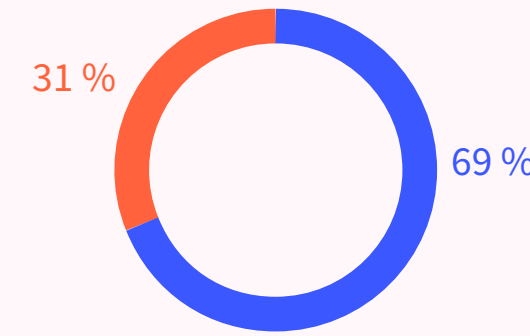
À l'échelle continentale, les sondés sont plus nombreux en Asie-Pacifique (64 %) qu'en Europe (47 %) à estimer que leurs concitoyens partagent une même vision d'une société idéale. Au niveau national, cette affirmation atteint sa valeur la plus élevée en Chine (81 %) et la plus faible en France (39 %).

QUEL QUE SOIT LE CONTEXTE, LA MAJORITÉ DU **GRAND PUBLIC** S'ACCORDE SUR LE FAIT QUE LA DÉMOCRATIE DOIT TOUJOURS ÊTRE PRÉSERVÉE...



- Il faut un gouvernement plus puissant, moins démocratique, pour prendre plus efficacement des décisions, quitte à faire moins de compromis qui satisfont le plus grand nombre
- La démocratie doit être préservée à tout prix, même si cela implique des délais plus longs pour aboutir à des décisions qui satisfont le plus grand nombre

... ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION DOIT RESTER ENTIÈRE



- La liberté d'expression doit être restreinte pour limiter la propagation d'opinions politiques extrêmes
- La liberté d'expression doit être pleine et entière, même si cela implique la propagation d'opinions politiques extrêmes

Focus

Fragmentation sociale et déclin démocratique : un cycle qui s'autoalimente

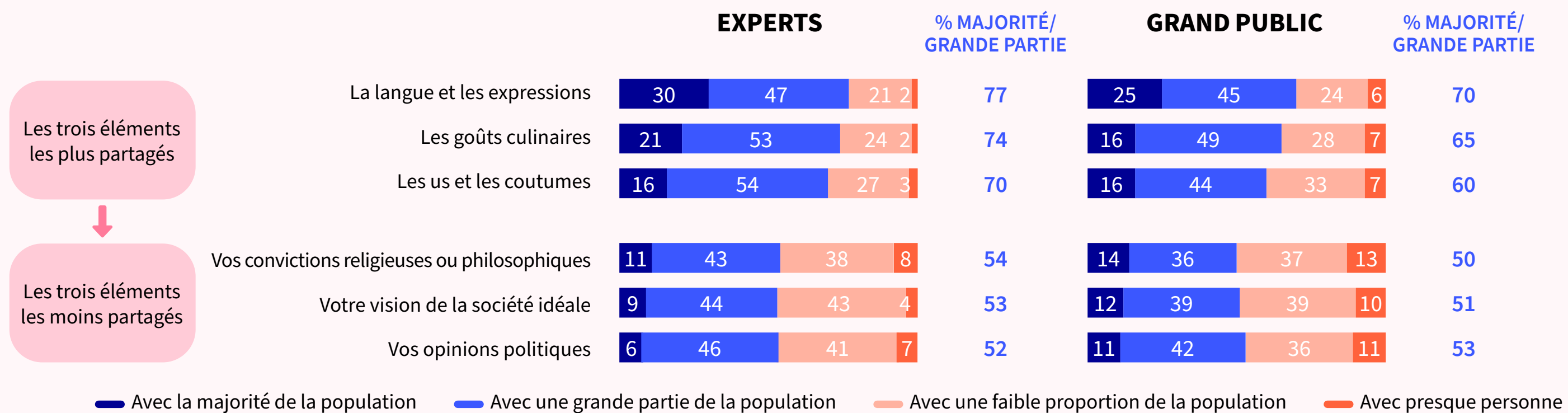
La fragmentation sociale est le résultat de divisions ethniques, religieuses, de différences de statut socio-économique et d'idéologie politique ou philosophique. **Ces clivages fragilisent la cohésion sociale, et l'essor de la défiance envers les institutions publiques en est à la fois une conséquence et une cause.** Lorsque la confiance s'effrite, l'engagement civique et la participation aux processus démocratiques reculent ; les sociétés sont plus vulnérables au populisme et à l'extrémisme.

Alors que la démocratie subit des pressions croissantes à travers le monde, notre enquête indique que 72 % des sondés restent convaincus de son importance et de la valeur de la liberté d'expression (69 %). Toutefois, c'est parmi les jeunes que ces enjeux remportent le moins de suffrages. Notons que les moins de 25 ans sont deux fois plus nombreux que les plus de 65 ans à se dire prêts à sacrifier les principes démocratiques au profit de prises de décision plus efficaces (36 % contre 18 %), ce qui interroge sur la résilience des systèmes démocratiques à l'avenir.

Pour lutter contre la fragmentation sociale, il faut encourager le dialogue et les politiques inclusives, et rebâtir la confiance envers les institutions. Il est essentiel de consolider les liens sociaux et de veiller à ce que chaque groupe se sente représenté, pour préserver la stabilité démocratique dans un monde de plus en plus divisé.

LES PEUPLES SONT UNIS PAR LEUR CULTURE (LANGUE, TRADITIONS, GOÛTS CULINAIRES), MAIS DIVISÉS SUR LEUR VISION DE LA SOCIÉTÉ IDÉALE

AVEC COMBIEN DE VOS CONCITOYENS AVEZ-VOUS L'IMPRESSION DE PARTAGER CHACUN DES ÉLÉMENTS SUIVANTS ?



Tribune

L'assurance au secours du tissu social

Garance Wattez-Richard

Directrice d'AXA EssentiALL



Le risque de fragmentation sociale est sans nul doute le fruit de nombreuses tensions. Parmi celles-ci, les vulnérabilités et les inégalités socio-économiques méritent une attention particulière, car elles détériorent à la fois le tissu social et la cohésion, tant dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud.

La forte proportion de personnes financièrement vulnérables dans le monde (25 % dans les pays matures, 70 % dans les pays émergents), associée au risque de déclassement des classes moyennes, reste en toile de fond de la fragmentation sociale.

Ces tensions socio-économiques sont exacerbées par un certain nombre de facteurs aggravants. Parmi eux, l'éclatement familial, avec l'essor du nombre de familles monoparentales ; la fragmentation du temps de travail et des employeurs, avec l'avènement de l'économie des emplois précaires et du « travail à la demande » ; ou encore le fossé intergénérationnel, qui entraîne une demande croissante d'aidants et de personnel de soin. Autant d'éléments qui amplifient le morcellement du temps de travail et les inégalités de revenus.

Le défi est immense. Une société inégalitaire perd en résilience et a davantage de risques d'être confrontée à des troubles sociaux. Les entreprises sont elles aussi concernées. **Non seulement la vulnérabilité socio-économique sape la cohésion sociale, mais elle crée un risque élevé pour l'acceptation de leurs activités auprès de la société.**

C'est particulièrement le cas pour les assureurs. Leurs modèles reposent sur la mutualisation des risques, qui implique que chacun doit avoir confiance en la solidité du tissu social. Il est donc dans l'intérêt des entreprises d'apporter des réponses opérationnelles au défi social de la fragmentation.

Ces réponses doivent être durables, alliant impact social et solidité économique, et s'inscrire à l'échelle mondiale et dans la durée. C'est la raison d'être d'AXA EssentiALL, qui permet aux

entités AXA de fournir des solutions de protection abordables, accessibles et attractives dans des pays matures et émergents, pour les ménages aux revenus modestes, souvent exclus des couvertures d'assurance. Avec plus de 17 millions de clients et une présence dans 21 pays, AXA EssentiALL est aujourd'hui un leader reconnu de l'inclusion financière.

Mais être à la fois leader et pionnier n'implique pas uniquement d'être premier. C'est aussi une opportunité unique de devenir un catalyseur de transformation sociale. **Nous sommes convaincus que notre position de leader et de précurseur, au-delà de contribuer à la performance sociale et financière de notre offre commerciale, nous permet de mobiliser nos propres parties prenantes – distributeurs, partenaires et collaborateurs – et d'encourager d'autres acteurs privés et publics à contribuer à ces nouvelles formes d'innovation sociale.**

Partout dans le monde, les sociétés perdent le fil qui maintenait leur cohésion. Or, l'assurance porte la solidarité dans son ADN, la protection en étendard de ses ambitions. Elle a la capacité mais aussi le devoir de contribuer à resserrer notre tissu social, un tissu composé non pas de « moi » ni d'« eux », mais de « nous ».

« Le risque de fragmentation sociale est le fruit de nombreuses tensions. Parmi celles-ci, les vulnérabilités et les inégalités socio-économiques méritent une attention particulière, car elles détériorent à la fois le tissu social et la cohésion. »



Changement climatique

Le changement climatique reste le premier risque mondial, tant pour les experts que pour le grand public. Sa place prépondérante dans l'horizon des risques amplifie son potentiel destructeur, avec des conséquences dévastatrices sur les infrastructures, l'approvisionnement alimentaire, la santé humaine et la stabilité géopolitique.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION arrive en tête :

#1 Philippines	#2 Mexique	#3 Turquie
-------------------	---------------	---------------

ÉVOLUTION dans le classement

1^{er} =

🔍 66%

des experts et 75 % du grand public se sentent vulnérables au changement climatique dans leur quotidien

Le changement climatique perd du terrain, concurrencé par d'autres sources d'anxiété

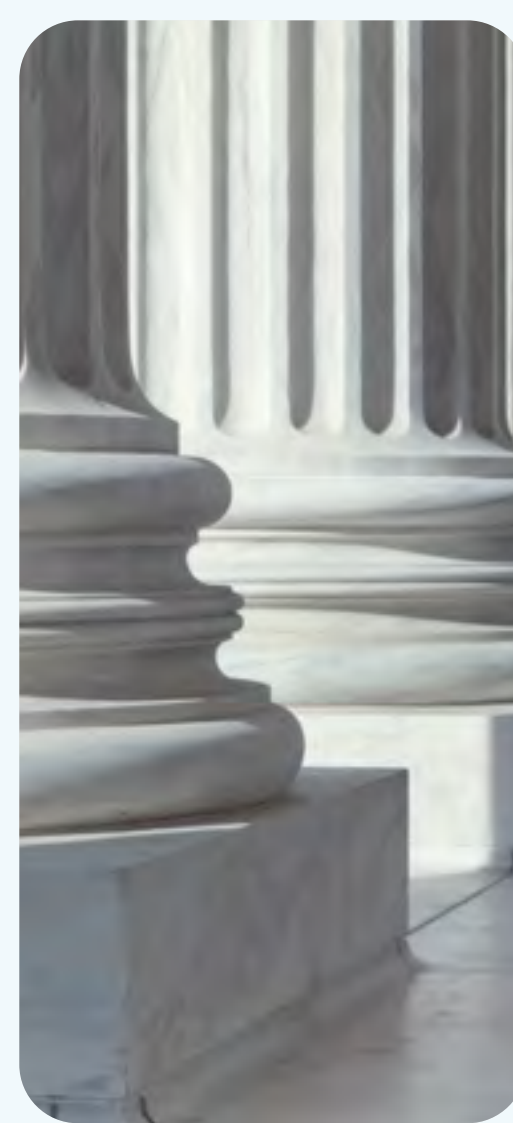
Si une fois de plus le changement climatique culmine en tête de classement, d'autres motifs d'anxiété gagnent du terrain : à peine 55 % des experts placent cet enjeu dans leur top 5 cette année, contre 63 % l'an dernier. **Une vaste majorité d'experts (66 %) et du grand public (75 %) ayant cité le changement climatique en risque majeur s'y sentent vulnérables dans leur vie quotidienne**, bien que ces chiffres soient en léger recul par rapport à l'an dernier (respectivement 70 % et 77 %).



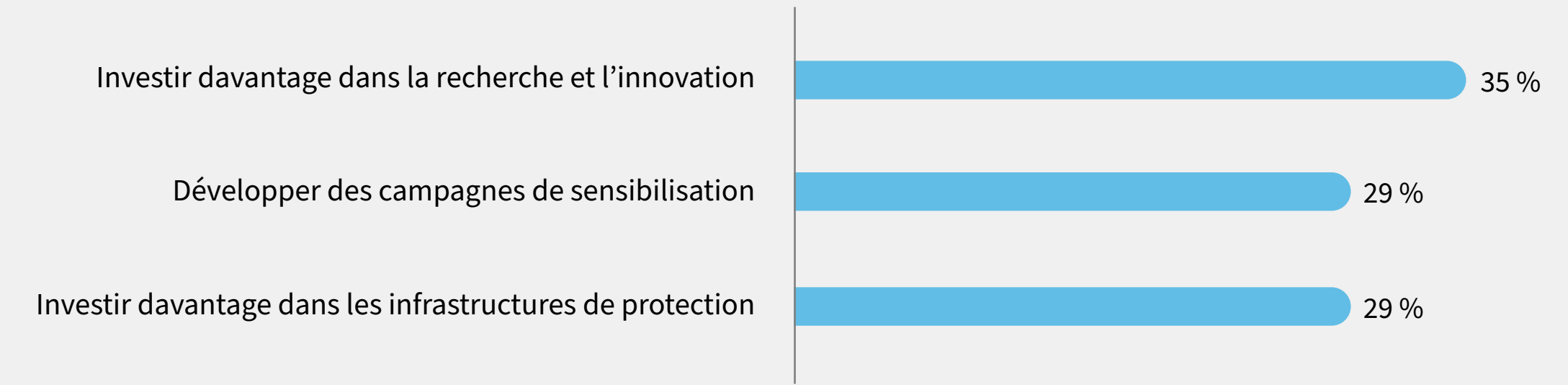
Focus

Les experts souhaitent une meilleure préparation des pouvoirs publics au changement climatique

Les experts continuent de douter de la capacité des pouvoirs publics à faire face au changement climatique. Seuls 12 % de ceux ayant cité cet enjeu parmi les principaux risques sont convaincus que les autorités sont prêtes à y répondre, soit un recul de deux points de pourcentage par rapport à l'an dernier. Ce résultat est le plus faible depuis le début de l'étude.



MESURES QUE LES AUTORITÉS PUBLIQUES DEVRAIENT PRENDRE POUR FAIRE FACE AU RISQUE CLIMATIQUE, SELON LES EXPERTS



Le paradoxe des inquiétudes climatiques : les craintes à court terme l'emportent sur la planification à long terme

Quelle est la principale inquiétude des répondants ayant sélectionné le changement climatique parmi les cinq risques principaux ?

Cette année, nous avons ajouté de nouvelles propositions de réponse à cette question de suivi. Nous avons constaté que les sondés s'alarment davantage de la « destruction d'infrastructures et de biens suite à des catastrophes naturelles » (45 % des experts et 41 % du grand public) que d'un « manque d'action collective pour accompagner la transition climatique » (19 % des experts et 11 % du grand public). **Ces résultats montrent tout le paradoxe des préoccupations climatiques : nos sociétés ont tendance à prioriser la protection contre les risques immédiats plutôt que les changements systémiques pourtant nécessaires pour éviter qu'ils n'empirent à long terme, ce qui crée un sentiment de vulnérabilité.**

Les sciences sont cruciales pour résoudre ce paradoxe, car il est essentiel de comprendre les tendances d'hier pour anticiper et résoudre les risques de demain. Les attaques menées contre la science, telles que la suppression des données climatiques historiques de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), entravent l'évaluation précise des risques et sapent le pouvoir d'action nécessaire pour façonner l'avenir.

Focus

Avec AXA, mieux comprendre les enjeux grâce au mécénat scientifique

[Le Fonds AXA pour le Progrès humain](#), récemment créé, vise à promouvoir la construction d'un avenir plus résilient et inclusif. Grâce au financement philanthropique de projets scientifiques à fort impact, il aidera à mieux cerner l'évolution du paysage des risques. Ce nouveau soutien à la recherche mis en place par le Fonds AXA vient consolider les engagements précédents du Groupe, qui a versé plus de 300 millions d'euros à plus de 800 projets de recherche depuis 2008. Le Fonds AXA décernera 60 millions d'euros par an dans les domaines scientifiques, culturels, sociaux et environnementaux, dans les 50 pays où opère le Groupe.

« Le Fonds AXA pour le Progrès humain est une invitation à repenser l'engagement responsable et solidaire, parce que l'avenir ne doit pas être un risque, mais une opportunité d'agir ensemble pour réparer le présent et préparer demain. »



Clément Rouxel, délégué général du Fonds AXA pour le Progrès humain



Elle est ronde.



**La science n'est pas une opinion.
C'est notre futur.**

C'est pourquoi le Fonds AXA pour la Recherche soutient la recherche scientifique indépendante depuis 2008, contribuant à un futur plus sûr, plus juste et plus inclusif pour le plus grand nombre.

axa.com/fonds-recherche

Interview

La connaissance, c'est le pouvoir

Ioana Dima-West, Directrice des sciences et des risques naturels chez AXA XL

Selon notre enquête, la principale inquiétude du grand public concernant le changement climatique est la destruction des infrastructures, des bâtiments et des biens, due aux catastrophes naturelles. Partagez-vous cette préoccupation à court, moyen et long termes ?

Ioana Dima-West : Je partage ces inquiétudes concernant les dégâts entraînés par les catastrophes naturelles, mais je suis plus préoccupée par la lenteur à laquelle la société répond au changement climatique et par le manque d'investissements dans l'adaptation. Ma préoccupation concernant les catastrophes naturelles pourrait être qualifiée de moyenne à court terme (3 à 5 ans), modérée à moyen terme (10 à 15 ans) et plus importante à long terme (après 2050), où les impacts pourraient être assez graves, avec notamment des points de bascule.

Les effets du changement climatique étant progressifs, la société et les entreprises tardent souvent à agir. La société peut répondre rapidement à une catastrophe lorsqu'elle se produit, mais, bien que dévastateurs, les événements locaux paraissent souvent mineurs dans le contexte mondial. Pour provoquer un changement au sein de la société, il faudrait peut-être que plusieurs événements majeurs touchent de nombreuses régions au fil du temps.

En tant que société et au sein de notre secteur, nous devons améliorer à la fois les mesures d'atténuation et d'adaptation à grande échelle, afin de nous préparer aux effets déjà perceptibles et à ceux qui pourraient se produire.

Selon vous, quels sont les principaux atouts (i) des assureurs et (ii) des pouvoirs publics pour faire face aux effets du changement climatique ?

I. D.-W. : Les assureurs ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les effets du changement climatique, grâce à leur expertise en risques et à leurs solutions innovantes. Ils excellent dans l'évaluation des risques, la modélisation et la tarification. Ils ont accès à des outils tels que la modélisation des catastrophes, mais aussi à un historique des sinistres, qui leur permet de mieux comprendre les conséquences du changement climatique sur les biens et les infrastructures au fil du temps. Nous pouvons adapter les mécanismes actuels de transfert des risques aux risques climatiques. En outre, les partenariats public-privé, tels que Flood Re au Royaume-Uni ou le National Flood Insurance Program aux États-Unis, contribuent à étendre la couverture là où les marchés sont limités.

En parallèle, les pouvoirs publics (les gouvernements, par exemple) ont l'autorité, la capacité et l'envergure nécessaires pour initier un changement. Ils peuvent adopter des politiques, financer des infrastructures, mener des recherches, développer des systèmes d'alerte et venir en aide aux populations vulnérables. De plus, ils participent aux négociations internationales sur le climat.

Du point de vue de l'assurance, quelle solution ou innovation climatique vous enthousiasme le plus en ce moment ?

I. D.-W. : On dit que « la connaissance, c'est le pouvoir ». Je suis donc ravie des avancées de notre secteur en matière de modélisation du climat et des catastrophes, d'analyse et de compréhension des facteurs d'exposition. Ces progrès aident à mieux sensibiliser aux risques et à mieux les gérer. **Les compétences et la position des assureurs dans le domaine financier sont de précieux atouts pour influencer les efforts en matière d'adaptation et d'atténuation climatique, en étendant notre impact là où il est le plus nécessaire.**



« Les assureurs ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les effets du changement climatique, grâce à leur expertise en risques et à leurs solutions innovantes. »

Étude de cas

L'adaptation climatique et la résilience au cœur d'AXA

Accompagnés par AXA, entreprises et particuliers agissent pour se préparer et s'adapter aux évolutions rapides du climat. Les services complets d'adaptation proposés par AXA répondent aussi bien aux menaces immédiates des événements météorologiques sévères qu'aux facteurs aggravants à long terme, comme la hausse des températures ou la disparition des ressources naturelles.

Ces facteurs peuvent entraîner d'importants dégâts sur les biens physiques, perturber les chaînes d'approvisionnement, voire menacer les modèles d'affaires. Engagé en faveur de la résilience climatique, **AXA s'est fixé pour objectif de fournir plus de 9 000 solutions d'adaptation** à ses clients entreprises entre 2024 et 2026, comme le souligne l'Indice AXA pour le Progrès.

Ces services comprennent des programmes ciblés de formation et de sensibilisation, tels que ceux proposés par AXA Climate ; des conseils prodigués par AXA XL Risk Consulting et des équipes spécialisées sur les menaces à court terme telles que les inondations et les feux de forêt ; **la modélisation des impacts climatiques à l'horizon 2050 pour 14 risques climatiques concrets** ; et enfin, des alertes météorologiques accompagnées de conseils de prévention en France et au Royaume-Uni.

AXA s'est fixé pour objectif de fournir plus de

9 000
solutions d'adaptation



Nos services incluent la modélisation des impacts climatiques à l'horizon 2050 pour

14 risques climatiques concrets



À ce jour, AXA a formé **plus de 2 000 clients** et courtiers, fourni **plus de 1 500 services de gestion des risques**, et émis plus de **5 000 alertes météo** accompagnées de conseils pratiques, démontrant ainsi son engagement continu à renforcer la résilience au sein des industries et des communautés.



UNLOCK SUSTAINABLE INSURANCE

Ce rapport ESG met en lumière une sélection d'initiatives d'AXA répondant aux défis sociétaux à travers le monde.



Tribune

Le changement climatique, multiplicateur de risques

Ulrike Decoene

Directrice de la communication, de la marque et du développement durable du Groupe AXA

Le changement climatique amplifie, accélère et multiplie les risques. Santé, économie mondiale, géopolitique : il exacerbe les vulnérabilités de nos sociétés. Pour préserver la stabilité et la sécurité à travers le monde, il est urgent d'agir en tenant compte de cette réalité dans nos politiques et nos stratégies économiques.

Le changement climatique au cœur de tous les risques

Depuis 8 ans, les experts classent le changement climatique en tête des risques. Il entraîne, comme nul autre, de nombreux risques systémiques. Il met directement en péril la santé des populations humaines. D'ici 2050, il pourrait provoquer 250 000 décès supplémentaires par an, dus à la malnutrition, au paludisme, à des diarrhées, au stress thermique. Le coût sanitaire associé est estimé à 2 à 4 milliards de dollars par an d'ici 2030¹.

De plus, le réchauffement climatique mondial accroît la fréquence et la sévérité des catastrophes naturelles telles que les ouragans, feux de forêt, inondations et sécheresses. Ces événements, souvent violents et imprévisibles, menacent les écosystèmes et la biodiversité, tout en appauvrissant les ressources naturelles – cultures, eau, énergie. La disparition de ces ressources peut entraîner des crises alimentaires, des inégalités sociales, des migrations de masse et des tensions géopolitiques.

Nous avons besoin d'une réponse à la hauteur de cet enjeu. Si les institutions publiques jouent un rôle central pour mettre en place des politiques et des réglementations qui améliorent la résilience

collective, les entreprises ont, elles aussi, le devoir de réagir au changement climatique et de l'atténuer.

Le développement durable au cœur du modèle économique d'AXA

Chez AXA, le développement durable est ancré dans la conception de nos produits, dans nos investissements et nos relations avec nos parties prenantes. Nous nous engageons à avoir un impact positif sur la société et les écosystèmes en agissant en faveur de la biodiversité, de la protection des océans, et en luttant contre la pénurie d'eau et le stress hydrique... Autant d'enjeux cruciaux pour notre résilience à long terme.

Le développement durable guide notre réflexion pour mieux servir nos clients et la société. Nous avons ainsi développé des produits d'assurance paramétrique, approfondi nos analyses de données et les modèles de prévision par IA, pour anticiper les événements météorologiques extrêmes et déclencher des alertes précoces auprès des communautés. AXA continue également à faire la différence et à ouvrir de nouveaux marchés avec ses solutions d'assurance inclusive. Le développement durable est un catalyseur d'innovation qui a fait ses preuves.

Vers une démarche intégrée et proactive

Nous n'avons d'autre choix que d'adopter une démarche intégrée, alliant atténuation et adaptation. Si nous ne nous adaptons pas, les coûts de gestion des catastrophes



et de reconstruction pèseront de plus en plus lourd sur les budgets publics et privés. Le coût de l'inaction est largement supérieur à celui de la transition climatique. La réduction des émissions de gaz à effet de serre doit aller de pair avec des stratégies visant à renforcer la résilience des sociétés, des infrastructures et des écosystèmes.

En affinant la compréhension des risques, et en facilitant les prises de décision pour mieux prévenir et atténuer ces risques, ce rapport est avant tout un appel à l'action.

« Le développement durable est un catalyseur d'innovation qui a fait ses preuves. »



1. *Changement climatique, OMS*



Instabilité géopolitique

L'instabilité géopolitique se positionne au 2^e rang pour les experts, et au 6^e pour le grand public, comme l'an dernier. L'Ukraine et le Moyen-Orient ne sont pas les seules zones de tensions : d'après l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo, le nombre de conflits observés en 2024 est au plus haut depuis 1945. Les hostilités s'intensifient, sont profondément enracinées, et de plus en plus interconnectées. La nature même de la guerre évolue, entraînant une multiplication des cyberattaques transfrontalières et une escalade de la désinformation. Enfin, l'instabilité géopolitique est de plus en plus interconnectée à d'autres risques majeurs, comme le changement climatique, l'énergie et les ressources naturelles.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION
arrive en tête :

#1	#2	#3
Espagne/ Hong Kong	France	Suisse

CLASSEMENT
des experts par rapport
à l'an dernier :

2^e =

➤ 84 %

des experts et 79 % du grand public estiment qu'il existe un risque important que les tensions géopolitiques aboutissent à une guerre mondiale

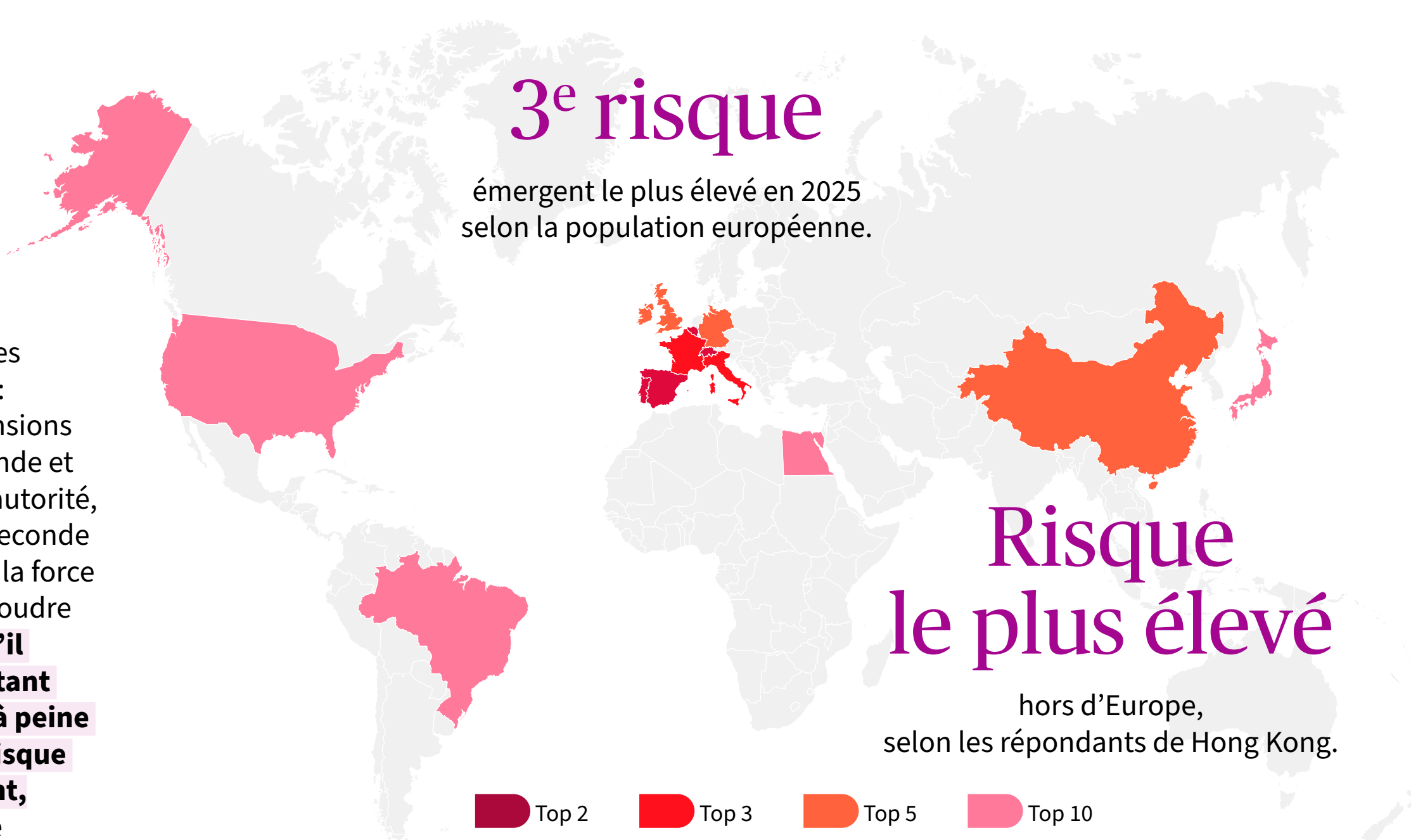
La menace persistante de l'instabilité géopolitique

Du point de vue des experts, les perspectives sont alarmantes pour la sécurité mondiale : 94 % voient un risque important que les tensions géopolitiques se propagent à travers le monde et perdurent. Le droit international perd son autorité, les alliances conclues au lendemain de la Seconde Guerre mondiale périssent, et le recours à la force s'impose comme l'outil par défaut pour résoudre les conflits. **84 % des experts estiment qu'il existe à l'heure actuelle un risque important de guerre mondiale. Le grand public est à peine moins pessimiste : 84 % jugent élevé le risque que les tensions se propagent et s'ancrent,** et 79 % pressentent un important risque de conflit mondial.



Seuls **32 %** des répondants du continent américain pensent que les pouvoirs publics sont suffisamment préparés à l'émergence de ce risque.

CLASSEMENT DE L'INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE SELON LE GRAND PUBLIC



Focus

L'instabilité géopolitique inquiète particulièrement les hommes et les plus de 65 ans

Si, globalement, le grand public classe l'instabilité géopolitique en 6^e position, d'importantes disparités sont à relever entre les genres et les tranches d'âges. **Ce risque inquiète davantage les hommes,** qui le positionnent au 2^e rang – même classement que pour les expert –, **que les femmes,** qui ne le classent qu'au 9^e rang.

Cette préoccupation semble également s'accroître avec l'âge. **Par rapport aux moins de 25 ans, plus du double des plus de 65 ans citent l'instabilité géopolitique en tête de liste,** alors que ce critère n'arrive qu'en 11^e place chez les moins de 25 ans.

Focus

Les impacts économiques exacerbent les craintes d'instabilité géopolitique

Interrogés sur les principaux motifs de leur choix, **39 % des experts et 30 % du grand public** ayant sélectionné l'instabilité géopolitique dans leur top 5 **citent les conséquences économiques** : guerres commerciales, perturbation des chaînes d'approvisionnement ou encore sanctions. Nouvelle option dans l'enquête de cette année, les conséquences économiques obtiennent un score plus élevé que la réponse la plus fréquente de l'année dernière, à savoir la résurgence des conflits militaires.



Un point de bascule pour l'Europe et les États-Unis

L'instabilité géopolitique alarme tout particulièrement les experts européens : pour la première fois, ce risque dépasse le changement climatique pour se positionner en tête du classement régional. **Près d'un expert européen sur quatre (23 %) place l'instabilité géopolitique en première position** – plus du double que ses homologues d'Asie (11 %), d'Afrique (11 %) ou du continent américain (10 %).

L'inquiétude des experts européens est fortement relayée par les gouvernements : en France, par exemple, la [Revue nationale stratégique 2025](#) alerte sur le « risque particulièrement élevé d'une guerre majeure de haute intensité en dehors du territoire national en Europe, qui impliquerait la France et ses alliés, en particulier européens, à l'horizon 2030, et verrait notre territoire visé en même temps par des actions hybrides massives. »

Face à ces difficultés, les **Européens réaffirment leur conviction envers la coopération internationale**. Les experts sont plus nombreux en Europe qu'au niveau mondial (73 % contre 68 %) à affirmer qu'il est plus efficace de résoudre les enjeux internationaux à l'échelle mondiale ou continentale plutôt qu'à l'échelle nationale ou locale. Une affirmation corroborée par le grand public européen (70 % contre 67 % à travers le monde).

Cependant, les experts européens sont plus nombreux (66 % contre 56 % des experts au niveau international) à estimer qu'à l'avenir les pays chercheront davantage à résoudre les risques mondiaux seuls, plutôt qu'en cherchant des solutions collectives.



Perspective américaine

Nicole Allen

Responsable des affaires réglementaires et publiques chez AXA XL

Depuis quelques années, la population des États-Unis rencontre un certain nombre de difficultés sociales et économiques qui la poussent à se replier sur elle-même. Jusqu'ici, elle a été en grande partie épargnée par les conséquences de l'instabilité géopolitique – répercussions économiques des droits de douane ou des sanctions, risque d'embrasement d'un conflit militaire, etc. – tandis que le reste du monde les a subies plus directement. Contrairement au grand public, les experts américains ont une vision plus claire de cette instabilité et perçoivent les effets économiques potentiels directs sur les entreprises et l'économie dans son ensemble. Les entreprises commencent à ressentir les effets des politiques tarifaires, tant au niveau des prix que des chaînes d'approvisionnement. Cela commence à avoir des répercussions économiques sur le grand public états-unien, dont les craintes en matière d'instabilité géopolitique pourraient de ce fait évoluer.

« Les experts américains ont une vision plus claire de cette instabilité et perçoivent les effets économiques potentiels directs sur les entreprises et l'économie dans son ensemble. »



Tribune

Pourquoi un regain d'intérêt pour le risque géopolitique ?

Thomas Gomart

Directeur de l'Institut français des relations internationales (Ifri)

Le risque géopolitique s'impose aujourd'hui en tête des préoccupations des dirigeants. Longtemps perçu comme une donnée extérieure aux affaires, il est désormais reconnu comme un facteur décisif des stratégies d'entreprises.

La double présidence Trump marque une rupture : les considérations géopolitiques sont devenues des déterminants majeurs du commerce international. Dans un monde d'interdépendances économiques globales et d'alliance militaire transatlantique, les entreprises européennes ne peuvent plus ignorer les conséquences des décisions prises par l'administration Trump, bien décidée à changer les règles du jeu.

Or, le cadre d'analyse dominant dans les milieux d'affaires a longtemps reposé sur une vision de la mondialisation comme dynamique irréversible d'intensification des échanges. Cette approche a conduit à minorer les logiques de puissance, à sous-estimer le rôle des États et à négliger la dimension idéologique.

La déformation du triangle stratégique États-Unis-Chine-Russie a rappelé brutalement combien ces dimensions restaient centrales. Les entreprises se découvrent confrontées au risque géopolitique, sans y avoir été pleinement préparées.

Pour y répondre, elles s'appuient sur une abondante production d'analyses émanant des banques d'affaires, des cabinets de conseil ou des acteurs spécialisés sur le « marché du risque géopolitique ».

Utile et documentée, cette offre repose cependant sur un postulat central : malgré les turbulences, la mondialisation perdurera. Cette doxa, souvent linéaire, partielle et dépersonnalisée, fournit des grilles de lecture éclairantes mais incomplètes. Elle décrit plus qu'elle n'explique.

Le regain d'intérêt pour le risque géopolitique tient donc à un double mouvement : d'un côté, une réalité géopolitique qui s'impose aux entreprises de manière tangible ; de l'autre, une prise de conscience que les outils existants, bien que précieux, ne suffisent pas à en saisir toutes les implications.

Pour s'adapter, les entreprises gagneraient à compléter ces approches par une véritable méthode d'analyse et de prévision, davantage intentionnelle, incarnée et spécifique. Le risque géopolitique ne peut plus être appréhendé comme un bruit de fond : il constitue un paramètre structurant que dirigeants et experts doivent désormais intégrer au cœur de leur réflexion stratégique.



« Le risque géopolitique ne peut plus être appréhendé comme un bruit de fond : il constitue un paramètre structurant que dirigeants et experts doivent désormais intégrer au cœur de leur réflexion stratégique. »



Étude de cas

L'approche unique d'AXA face aux risques géopolitiques

Les entreprises sont désormais en première ligne face à la crise géopolitique actuelle. **Chez AXA, nous sommes convaincus que l'innovation est essentielle pour protéger nos clients contre le large éventail de risques géopolitiques**, des menaces internes d'infiltration à la manipulation des chaînes d'approvisionnement.

La Digital Commercial Platform d'AXA offre trois éléments essentiels : des données fiables, des contenus d'experts réguliers et des partenariats. Les données constituent toute l'intelligence de l'outil, elles permettent de détecter les menaces au sein des chaînes d'approvisionnement, des flux de talents et des investissements. Les contenus d'experts et la formation dispensée garantissent aux décideurs une information continue et personnalisée, transformant la complexité en recommandations concrètes. **Des partenariats, comme celui avec Strider Technologies, permettent un accès fluide à des technologies de pointe provenant de fournisseurs agréés.**



BEYOND INSURANCE

La Digital Commercial Platform d'AXA vous donne accès à un écosystème complet de solutions de gestion des risques pour anticiper et prévenir les risques.



Cinq conseils pour gérer les risques géopolitiques

#1

Soutenir un travail d'équipe transversal et collaborer avec des experts géopolitiques devient de plus en plus indispensable pour comprendre et gérer les risques géopolitiques.

#2

La structuration stratégique – rôles clairs, processus optimaux et parties prenantes alignées – est essentielle pour une prise de décision rapide dans le contexte géopolitique actuel.

#3

Une information de qualité est fondamentale à une prise de décision rapide et éclairée. Elle doit être fiable, exploitable, et filtrer les informations parasites afin d'améliorer le signal et permettre la concentration.

#4

La planification de scénarios anticipe l'incertitude et informe sur l'atténuation des risques. Elle permet de comprendre l'imprévisible, de réduire l'exposition et de renforcer la résilience.

#5

L'utilisation de nouveaux outils numériques, de services de conseil et de solutions d'assurance est essentielle pour relever les défis liés aux risques géopolitiques.

Cyber sécurité

Alors que nos économies et nos sociétés dépendent de plus en plus des technologies connectées et du cloud, des menaces grandissantes (cyberguerre, rançongiciel ou encore vol de données) planent sur le bon fonctionnement des services essentiels et des infrastructures critiques. Les experts et le grand public classent les risques de cybersécurité en 3^e position, comme l’an dernier.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION arrive en tête :

#1 Indonésie

#2 Maroc

#3 États-Unis

CLASSEMENT des experts par rapport à l’an dernier :

3^e =

71 %

des experts et 70 % du grand public ayant sélectionné les risques de cybersécurité s’y sentent vulnérables au quotidien

Une vulnérabilité croissante à la cybersécurité

Les risques de cybersécurité figurent régulièrement dans le trio de tête du classement des experts depuis leur apparition en 2018, et dans celui du grand public depuis 2023.

L'essor fulgurant de l'IA générative au cours de l'année dernière, souvent sans que les utilisateurs en saisissent tous les enjeux, a exacerbé toute une série de risques liés à la cybersécurité, allant de la désinformation à l'usurpation d'identité, en passant par le vol de propriété intellectuelle.

Les experts d'Afrique et des États-Unis sont parmi les plus préoccupés par le risque cyber, qui arrive en tête sur ces deux territoires.

Cette inquiétude est également partagée en Inde, où 39 % des experts la placent au premier rang, **et au Royaume-Uni**, où 69 % la classent parmi leurs cinq principales préoccupations.

La plupart des experts (71 %) et des représentants du grand public (70 %) ayant sélectionné ce risque affirment s'y sentir vulnérables dans leur vie quotidienne. Parmi les experts, une majorité croissante craint que le grand public n'en ait pas suffisamment conscience (63 %, soit cinq points de plus que l'an dernier) et que les pouvoirs publics n'y soient pas bien préparés (80 %, en hausse de sept points).



L'inquiétude est particulièrement élevée en Inde, où

39 % des experts la placent en tête de leur liste, et au Royaume-Uni,

où **69 %** la placent dans leur top 5



La plupart des experts et du grand public

– 71% et 70% –

ayant sélectionné ce risque déclarent s'y sentir vulnérables au quotidien

Focus

Les experts alertent sur la vulnérabilité de l'Afrique face aux risques cyber

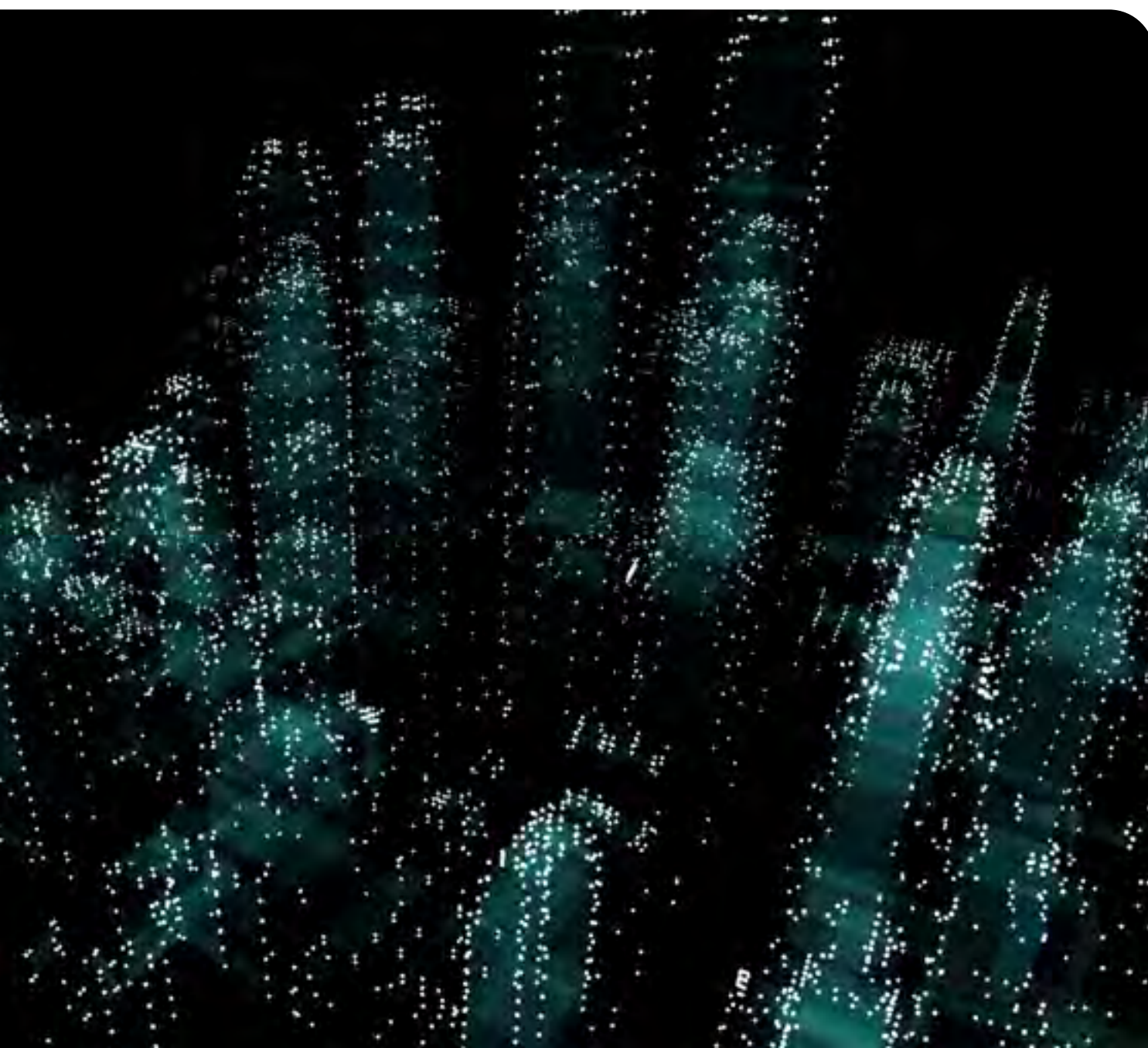
La cybercriminalité représente désormais plus de 30 % des infractions recensées dans certaines régions d'Afrique, d'après le [rapport 2025 d'évaluation des cybermenaces en Afrique d'Interpol](#). Ce document cite les escroqueries en ligne, les rançongiciels, la compromission de messageries professionnelles et la sextorsion numérique comme les cybermenaces les plus fréquemment signalées, et note : « les cybercriminels affinent sans cesse leurs stratégies. Ils recourent à l'ingénierie sociale, à l'intelligence artificielle et aux messageries instantanées pour lancer des attaques de plus en plus sophistiquées ».

Les experts africains ayant sélectionné la cybersécurité parmi les risques majeurs sont plus enclins à affirmer que les pouvoirs publics n'y sont pas suffisamment préparés (83 % contre 80 % au niveau mondial). Le rapport d'Interpol fait écho à cette inquiétude : « la cybercriminalité continue de prendre le pas sur les systèmes juridiques conçus pour l'enrayer ».



Cybermenaces et instabilité géopolitique sont étroitement liées

D'après 39 % des experts et 30 % du grand public, cybermenaces et instabilité géopolitique sont étroitement liées. Les sondés ayant sélectionné le risque cyber justifient principalement leur choix par leur crainte de la cyberguerre.

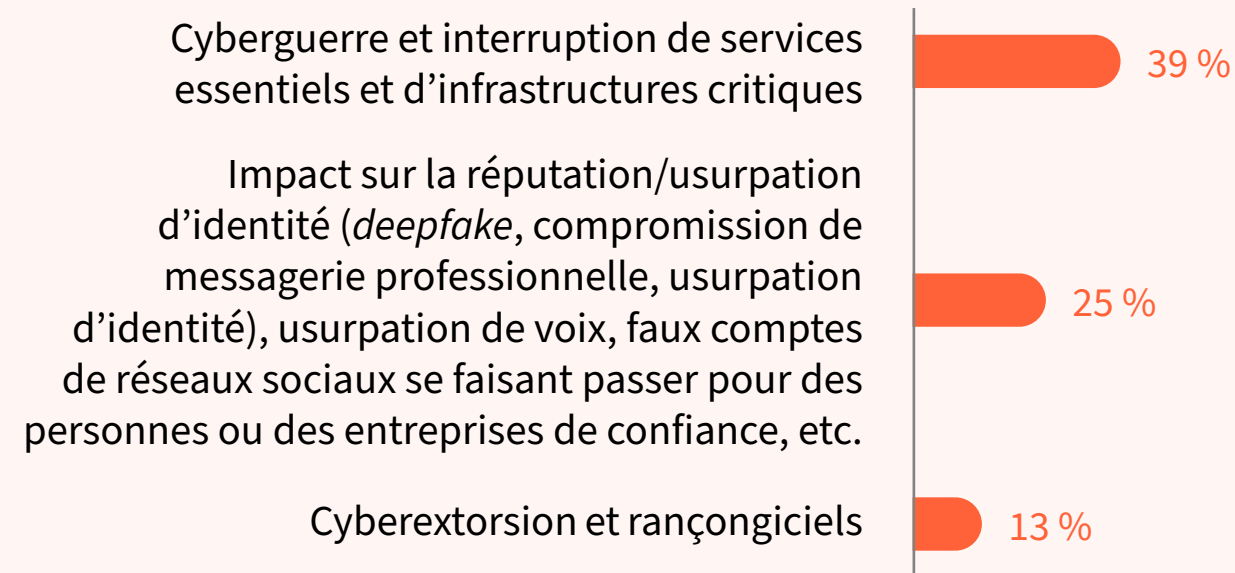


Données

La cyberguerre inquiète les experts européens

En Europe, les experts craignent particulièrement le spectre d'une cyberguerre, qui entraînerait la défaillance de services essentiels ou d'infrastructures critiques : 51 % citent la cyberguerre comme la principale raison de considérer la cybersécurité comme un risque majeur, contre 41 % en Afrique, 33 % sur le continent américain et 24 % en Asie. En 2024, l'[European Repository of Cyber Incidents](#) a détecté 790 incidents cyber ayant une dimension politique. Plus de la moitié étaient des attaques sur des infrastructures critiques, les principales cibles étant la santé, la finance, les télécommunications et la production.

QUELLE EST VOTRE PRINCIPALE PRÉOCCUPATION CONCERNANT LES RISQUES DE CYBERSÉCURITÉ ?



Interrogés sur les actions que les pouvoirs publics devraient prendre, les experts européens sont davantage enclins que leurs homologues d'autres régions à donner la priorité aux investissements dans les infrastructures de protection (51 %, contre 42 % au niveau mondial).

Focus

Les craintes liées à la désinformation n'entravent pas le soutien à la liberté d'expression

Si les pays subissent régulièrement des tentatives d'ingérence dans leurs processus démocratiques – piratage informatique, désinformation, ou encore mesures d'intimidation visant à éloigner les électeurs des bureaux de vote –, cet enjeu ne figure pas encore parmi les sources de préoccupation majeures pour les experts ou le grand public : seuls 7 % des sondés ayant classé la cybersécurité parmi les principaux risques justifient leur choix par la crainte de « campagnes de désinformation par des acteurs malveillants ». Ce pourcentage est plus élevé en Europe et en Afrique (9 %) qu'en Asie et en Amérique (4 %).

Chez le grand public, l'inquiétude atteint son comble en Turquie (15 %). **Toutefois, c'est parmi le grand public turc que le soutien à une liberté d'expression totale est le plus élevé, même si cela facilite la propagation d'avis extrêmes (78 %, contre 69 % à l'échelle mondiale).** Trouver le juste équilibre entre protéger les processus démocratiques et défendre la liberté d'expression reste un défi permanent.

LES TROIS GRANDES ACTIONS À PRENDRE PAR LES POUVOIRS PUBLICS, SELON LES EXPERTS INQUIETS DES RISQUES DE CYBERSÉCURITÉ



Interview

Cybersécurité : au croisement de la technologie, de la confiance et de la géopolitique

Arnaud Tanguy

Directeur de la sécurité du Groupe AXA

De votre point de vue, quelles sont les principales tendances en matière de cybersécurité en 2025 et à l'avenir ?

Arnaud Tanguy : Alors que les cybermenaces évoluent, sous l'effet conjugué de l'IA, de la complexité croissante des chaînes d'approvisionnement, et des tensions géopolitiques, je constate, en tant que Directeur de la sécurité, une évolution des cyberattaques. Elles ne se limitent plus à des infractions isolées, mais prennent la forme de campagnes complexes à grande échelle qui ciblent des plateformes de confiance, telles que des outils de travail collaboratif des entreprises. De récents incidents ont montré que ces logiciels pouvaient constituer des maillons faibles stratégiques. En parallèle, le *dark web* a rendu la cybercriminalité mieux organisée et plus efficace, et les outils d'IA permettent de personnaliser les intrusions, augmentant rapidement le nombre de points d'attaque potentiels.

La cybersécurité figure parmi les trois principaux risques futurs identifiés par notre enquête depuis 2018. Comment l'expliquez-vous et quel lien voyez-vous avec la géopolitique et la fragmentation des sociétés ?

A. T. : La cybersécurité a toujours été l'un des grands risques mondiaux, car elle se trouve au croisement de la technologie, de la confiance et de la géopolitique. Le monde numérique est devenu un champ de bataille stratégique pour les acteurs, étatiques ou non, qui cherchent à perturber, voler ou manipuler les discours. L'évolution des rapports de force et l'érosion des défenses favorisent des opérations cyber plus agressives.

La fragmentation de notre monde expose les entreprises à la fois à des attaques ciblées et à des dommages collatéraux issus de conflits géopolitiques plus larges.

En quoi la coopération internationale est-elle cruciale pour gérer ce risque ?

A. T. : Les cybermenaces transcendent les frontières nationales. Elles exploitent les failles dans la coordination internationale. D'où la nécessité de coopérer à l'échelle mondiale, pour mettre en commun les renseignements sur les menaces et aligner les protocoles de réponse. Or, la méfiance et les divergences politiques entravent cet objectif. Il est impératif de créer des cadres interopérables et de cultiver la confiance entre les instances, pour déjouer les plans d'adversaires qui divisent pour mieux régner.

À votre avis, quel rôle les assureurs peuvent-ils jouer pour renforcer la résilience en cybersécurité, accroître la sensibilisation et combler les lacunes en matière de préparation ?

A. T. : En tant qu'agrégateurs de risques, les assureurs peuvent avoir une influence sur la cybersécurité, tous secteurs confondus. En intégrant des normes de cybersécurité fortes à leurs pratiques de souscription, ils encouragent leurs clients à adopter des normes de sécurité strictes, telles que l'authentification multifactorielle et des procédures éprouvées pour réagir en cas d'incidents. Grâce aux données dont ils disposent sur les violations, ils affinent les modèles actuariels et orientent les entreprises vers des architectures de sécurité plus solides. Dans un contexte de menaces fragmentées, les assureurs favorisent ainsi la résilience systémique en harmonisant les incitations et en renforçant les standards, comblant ainsi le déficit de préparation tout au long de la chaîne de valeur.



« La cybersécurité a toujours été l'un des grands risques mondiaux, car elle se trouve au croisement de la technologie, de la confiance et de la géopolitique. »



IA et big data

Les avancées majeures récentes en matière d'intelligence artificielle (IA) sont souvent comparées à la révolution internet de la fin des années 1990. Investisseurs, entreprises et États engagent des milliards d'euros dans l'IA pour rester dans la course. Mais si l'avènement de l'IA promet de renforcer la performance et l'innovation, il engendre également des risques inédits.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION
arrive en tête :

#1
Indonésie

#2
Brésil

#3
Mexique

CLASSEMENT
des experts par rapport
à l'an dernier :

4^e =

➤ 60 %

des experts et 66 % du grand public se sentent vulnérables aux risques liés à l'IA et au big data dans leur quotidien

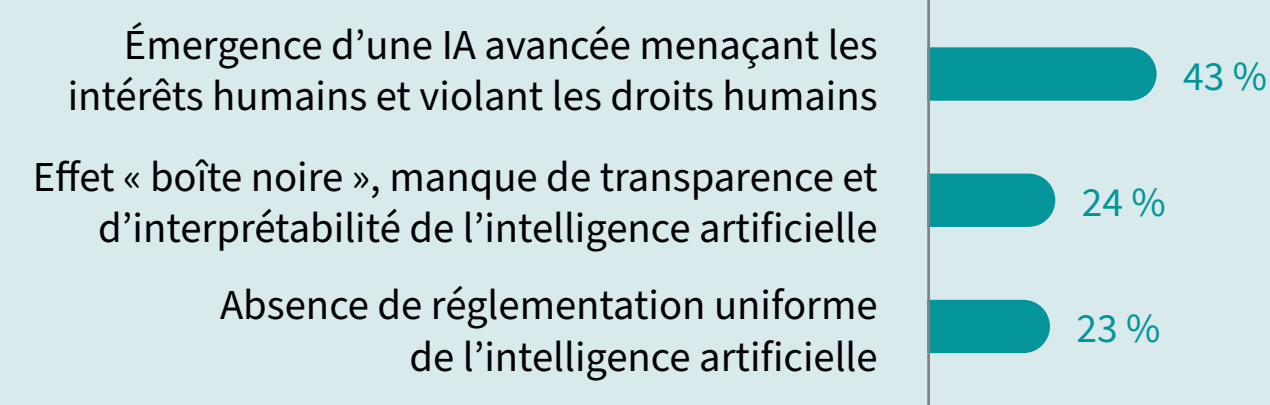
Les risques de l'IA évoluent de pair avec ses opportunités

Les experts du monde entier classent les risques liés à l'intelligence artificielle (IA) et au big data en 4^e place. À l'échelle régionale, cet enjeu se positionne au 2^e rang en Afrique, au 3^e en Asie et en Amérique, et au 5^e en Europe.

Si un grand nombre de particuliers et d'entreprises, tous secteurs confondus, voient déjà en l'IA une véritable révolution, son essor fulgurant suscite le débat sur de nombreux enjeux de société, de la transformation de l'emploi aux menaces pour la propriété intellectuelle, en passant par les craintes d'appauvrissement des capacités cognitives humaines. **Les sondés ayant cité l'IA parmi les risques majeurs sont plus nombreux que l'an dernier à se sentir vulnérables à cet enjeu dans leur vie quotidienne** (60 % des experts et 66 % du grand public, soit une progression de six et deux points).

Interrogés sur leur principal sujet de préoccupation, les experts (43 %) et le grand public (50 %) craignent avant tout que l'IA ne menace les intérêts ou les droits humains, **une réponse suivie par « le manque de transparence » et « l'absence de réglementations adaptées ».**

TOP 3 DES PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DES EXPERTS CONCERNANT LES RISQUES LIÉS À L'IA



À peine 11 % des experts ayant choisi les risques liés à l'IA et au big data sont convaincus que les pouvoirs publics y sont bien préparés – soit le score le plus faible sur les 25 risques, ex æquo avec les changements démographiques. Si le grand public est généralement plus enclin que les experts à se fier au niveau de préparation des autorités, son score pour ce risque (33 %) est le deuxième le plus faible, ex æquo avec (i) l'instabilité géopolitique, (ii) les tensions et les mouvements sociaux et (iii) les risques liés à l'IA et au big data.

Interrogés sur les mesures que les pouvoirs publics devraient prendre face aux risques liés à l'IA et au big data, les experts priorisent un durcissement des réglementations et l'amélioration des cadres de gouvernance des risques. Les campagnes de sensibilisation auprès du grand public sont également plébiscitées : seuls 21 % des experts jugent la population générale suffisamment consciente des risques liés à l'IA et au big data, l'un des scores les plus faibles du panel.

TOP 5 DES MESURES À PRENDRE PAR LES AUTORITÉS PUBLIQUES POUR MAÎTRISER LE RISQUE, SELON LES EXPERTS



Focus

Les risques IA exacerbés par la concentration des marchés et le contexte géopolitique

Interrogés sur leur principale inquiétude liée à l'IA et au big data, très peu d'experts (4 %) ou de représentants du grand public (5 %) ont sélectionné l'écart d'investissement entre les régions. Pourtant, cette disparité peut alimenter l'instabilité géopolitique et ne doit pas être sous-estimée.

Le premier [rapport international sur la sécurité IA](#), publié en 2025 par le gouvernement britannique, observe que « la recherche et le développement se concentrent actuellement dans une poignée de pays occidentaux et en Chine ». La concurrence s'intensifie autour des minerais rares, nécessaires pour produire des dispositifs d'IA, et identifiés comme étant des ressources stratégiques dans la course à la suprématie technologique entre les nations.

Le rapport note également qu'à peine trois entreprises (Amazon, Microsoft et Google) contrôlent 67 % des services cloud mondiaux. Or, ce lien de dépendance croissant à un faible nombre de fournisseurs entrave la capacité des nations à garder la mainmise sur leurs propres informations confidentielles.

Préserver sa souveraineté en matière de développement technologique n'a rien de nouveau, mais la dépendance croissante envers l'IA exacerbe rapidement les enjeux géopolitiques.



Interview

Bâtir une assurance intelligente

Andreas Schertzinger

Directeur Données, IA et Innovation d'AXA

L'IA est-elle une menace ou une opportunité pour le secteur de l'assurance ?

Andreas Schertzinger : Les progrès de l'IA sont amenés à redéfinir le fonctionnement même de notre secteur. Son impact dépendra de la réaction des assureurs, et de l'adoption qu'ils en feront. Les principaux enjeux consistent, entre autres, à moderniser les plateformes technologiques, à améliorer la qualité et l'accessibilité des données, structurées ou non, et à réorienter les processus opérationnels sur les données et les prises de décision. Toutefois, la première responsabilité du secteur est de veiller à un déploiement et à un usage éthique de l'IA.

À l'inverse, les opportunités offertes sont immenses. L'IA affine l'évaluation des risques, et potentiellement l'assurabilité, tout en fournissant des services de prévision avancés. Avec l'IA, nous pouvons hyperpersonnaliser notre engagement client, donner davantage de moyens à nos actuaires, souscripteurs, gestionnaires de sinistres et ingénieurs logiciels, et ainsi gagner en productivité.

L'un dans l'autre, l'IA offre de formidables opportunités de création de valeur. L'avenir du secteur repose sur notre capacité à adopter cette technologie, à établir des bases solides et à aligner nos ambitions avec le potentiel de l'IA, pour renforcer notre cœur de mission : protéger et accompagner nos clients.

Comment voyez-vous évoluer le recours à l'IA pour l'assurance ?

A. S. : L'IA fait partie intégrante de l'assurance depuis des décennies. Au départ, elle reposait sur des modèles statistiques classiques, bayésiens et économétriques appliqués à des données structurées. Avec l'évolution des sciences des données, les assureurs ont commencé à exploiter des données non structurées (textes,

images) avec des applications de niche. Ensuite, l'IA générative a établi une nouvelle technologie à visée universelle (architectures de transformateurs) qui a révolutionné le traitement des données non structurées. La plupart des données d'assurance étant non structurées à la source, l'IA générative est amenée à devenir un élément important (et non la solution unique), avec une accélération globale de son adoption dans le secteur.

Comme les révolutions industrielles du XIX^e siècle et du milieu du XX^e siècle, le potentiel est immense, mais l'adoption prendra du temps. Chez AXA, cette transformation est au cœur de notre stratégie « Unlock the Future ». Ce programme ambitieux fournit un cadre de référence structuré pour déployer et industrialiser efficacement l'IA à travers le groupe, afin de libérer de la valeur.

À votre avis, l'industrie de l'assurance a-t-elle un rôle sociétal à jouer dans le développement de l'IA et des nouvelles technologies ?

A. S. : L'assurance est une clé de voûte de la résilience sociétale, et cette responsabilité s'accroît au fur et à mesure que l'IA redessine le paysage des risques. Les entreprises adoptant l'IA sont confrontées à deux risques majeurs : un dysfonctionnement de l'IA, qui peut tomber en panne, entraîner des discriminations ou des fuites, et les attaques portant sur les systèmes IA eux-mêmes, ou s'appuyant sur eux.

L'industrie de l'assurance joue un rôle crucial pour sensibiliser, gérer cette nouvelle frontière du risque, et favoriser une adoption responsable de l'IA. Nous prenons cette mission très au sérieux et déployons d'importants efforts pour faire monter nos collaborateurs en compétences à travers de nombreuses formations, dont l'Académie Data & AI, en partenariat avec HEC. Nous nous engageons à façonner un avenir ambitieux, responsable et durable, grâce aux technologies et à l'IA.

« L'assurance est une clé de voûte de la résilience sociétale, et cette responsabilité s'accroît au fur et à mesure que l'IA redessine le paysage des risques. »



Tribune

Mieux protéger et gagner en résilience dans une ère de défiance envers la technologie

Alexander Vollert

Directeur des opérations du Groupe AXA

Dans cette édition du Future Risks Report, les risques associés à la technologie et aux données enregistrent l'essor le plus rapide, mettant en lumière une défiance croissante envers la science et les avancées technologiques. Pourtant, AXA montre clairement qu'un assureur responsable peut protéger des risques et développer des systèmes IA capables d'étoffer les facultés humaines, pour améliorer les solutions clients dans une société plus sûre, résiliente et soudée.

La technologie et les données jouent depuis longtemps un rôle crucial dans la vie quotidienne : elles étayent les services et les infrastructures sur lesquels reposent notre santé, nos finances, etc. Toutefois, en 2024 et 2025, l'usage de l'IA (et tout particulièrement de l'IA générative, capable de créer et de modifier habilement du texte, des images et du code) a connu une accélération sans précédent, entraînant de nombreuses inconnues dans son sillage.

Si le potentiel de ces innovations est immense, elles peuvent être utilisées à mauvais escient, dans des cyberattaques et des tentatives de fraude générées par IA, par exemple, mettant à mal l'économie, les infrastructures, la santé mentale, voire les relations géopolitiques. Malgré tout, nous sommes convaincus que la science, les technologies et les données sont cruciales pour répondre à ces enjeux complexes.

AXA s'engage à avoir un impact positif à travers un développement et un usage responsable de l'IA – éthique, transparent et axé sur l'humain – pour mieux servir ses clients, ses collaborateurs et la société dans son ensemble.

Nous continuons d'étudier les risques associés à la technologie et aux données pour protéger nos clients à l'aide de services de cyberassurance, de prévention et de gestion de crises – et notamment les nouvelles sources de risques dans l'univers digital, parfois dues à l'usage même de l'IA.

De plus, nous nous appuyons sur l'IA pour améliorer notre compréhension des risques et de la souscription, ou encore affiner nos capacités de prévision et de protection contre les catastrophes naturelles. Les données satellitaires en temps réel et les modèles de simulation par IA améliorent la prévention des risques et les services d'indemnisation, pour aider les clients et les services d'urgence à suivre leurs actifs à l'échelle mondiale et à prendre des mesures préventives. Ce qui, au final, accélère la gestion des sinistres et leur résolution, et permet aux clients et aux entreprises de se relever plus vite au lendemain d'une catastrophe.

Nous sommes convaincus que l'IA doit être au service de l'être humain, pour enrichir ses capacités et éclairer ses prises de décision. Depuis 2024, AXA collabore avec le Stanford Institute for Human-Centered Artificial Intelligence pour explorer des pistes de recherche, de politiques et d'éducation responsables.

L'une des priorités reste de bâtir un cyberspace plus sûr et résilient. Nous partageons activement nos connaissances approfondies avec des partenaires publics, des entreprises et d'autres acteurs, à travers des projets tels que le Campus Cyber (lancé en 2023 par le président de la République française pour consolider la formation et l'innovation en cybersécurité) et le collectif Impact AI, qui promeut un usage durable et éthique de l'IA.

Chez AXA, nous nous engageons à renforcer sans cesse notre capacité à protéger ce qui compte pour nos clients, en mobilisant de manière responsable le pouvoir transformateur de l'IA, en affinant notre expertise et en encourageant la collaboration pour un avenir résilient.



« La technologie et les données jouent depuis longtemps un rôle crucial dans la vie quotidienne. Toutefois, en 2024 et 2025, l'usage de l'IA générative a connu une accélération sans précédent, entraînant de nombreuses inconnues dans son sillage. »



Tensions sociales

Après une année d'élections clivantes, de polarisation politique et de disparités économiques et sociales galopantes, les tensions et les mouvements sociaux arrivent en 5^e position pour les experts et en 4^e du côté du grand public – dans les deux cas, un résultat stable par rapport à l'an dernier. Parmi les sondés ayant choisi ce risque, 67 % des experts (contre 64 % l'an dernier) s'y sentent vulnérables dans leur vie quotidienne, tout comme 70 % du grand public. En Allemagne, ce risque arrive en première position du classement du grand public, reléguant le changement climatique à la seconde place.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION

arrive en tête :

#1
États-Unis

#2
France

#3
Allemagne

CLASSEMENT

des experts par rapport
à l'an dernier :

5^e =

➤ #1

pour le grand public
allemand, devant le
changement climatique

Les tensions sociales mettent à mal les autorités et la démocratie

Nous avons demandé aux sondés de préciser, pour chacun des risques sélectionnés, son rythme d'apparition : « émerge lentement », « émerge rapidement » ou « déjà présent ». Parmi les experts, **50 % affirment que le risque de tensions sociales est « déjà présent »**, contre 43 % en 2024. À chaque édition depuis 2020, année où nous avons posé cette question pour la première fois, le nombre d'experts et de représentants du grand public répondant « déjà présent » augmente, et celui choisissant « en essor lent » recule. Cela repose sur l'impression latente que les troubles sociaux, les manifestations, les grèves et les mouvements militants n'ont cessé de gagner du terrain ces dernières années.

Parmi les experts,

50 %

estiment que le risque de tensions sociales est « déjà présent », contre

43 % en 2024

Focus

Seuls 12 % des experts ayant choisi ce risque estiment les pouvoirs publics bien préparés pour faire face à ce risque – un résultat inférieur à celui des années précédentes, et le deuxième score le plus faible de l'échantillon. Du côté du grand public, 33 % est aussi le deuxième pourcentage le plus faible. L'Europe est moins confiante que les autres zones géographiques quant au niveau de préparation des autorités (9 % des experts et 29 % du grand public).

Seulement **19%** des experts estiment que les autorités publiques sont bien préparées à ce risque

Les inquiétudes portent avant tout sur la défaillance des institutions et la hausse des inégalités

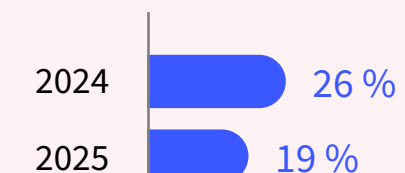
Interrogés sur ce risque, les experts justifient principalement leur choix par **la défaillance des institutions et le recul des démocraties**. Le rapport « [État mondial de la démocratie 2025](#) », publié par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, révèle que la performance démocratique a décliné au cours des cinq dernières années dans 94 pays – plus de la moitié des pays évalués –, tandis que la liberté de la presse a reculé dans près d'un quart des pays. Le grand public est surtout préoccupé par la **hausse des inégalités et du coût de la vie**. Les deux groupes positionnent **l'essor de l'extrémisme politique** au deuxième rang de leurs inquiétudes.

PRÉPARATION DES POUVOIRS PUBLICS

DIRIEZ-VOUS QUE LES POUVOIRS PUBLICS SONT BIEN PRÉPARÉS À L'ÉMERGENCE DES NOUVELLES MENACES SÉCURITAIRES ET DE TERRORISME ?

POURCENTAGE D'EXPERTS ET DU GRAND PUBLIC RÉPONDANT « OUI » À LA QUESTION

EXPERTS



GRAND PUBLIC



Répondre au sentiment de vulnérabilité des femmes

Focus

Les femmes davantage inquiètes des « nouvelles menaces sécuritaires et du terrorisme »

Les tensions et les mouvements sociaux sont étroitement corrélés à un autre risque de notre enquête : **les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme**. Le grand public classe systématiquement ce risque à une position plus élevée que les experts. Cette année, l'écart est particulièrement marqué : si cette menace reste en 2^e place pour le grand public au niveau mondial, elle disparaît du top 10 des experts. Toutefois, les experts l'ayant sélectionnée sont plus pessimistes sur le degré de préparation des pouvoirs publics (19 %, contre 26 % l'an dernier).

Dans la population générale, **les femmes sont davantage préoccupées que les hommes par les nouvelles menaces sécuritaires et le terrorisme** – et celles qui choisissent ce risque ont davantage tendance que leurs homologues masculins à citer **les tueries de masse et les fusillades** comme principale source d'inquiétude (32 % des femmes contre 24 % des hommes). Cet écart pourrait provenir d'une conscience accrue des risques dans le vécu personnel des femmes ; un [récent rapport de l'ONU](#) alerte sur une « épidémie de violence à l'encontre des femmes et des filles ».



Étude de cas

AXA France propose une garantie violences conjugales dans 2,6 millions de contrats d'assurance habitation

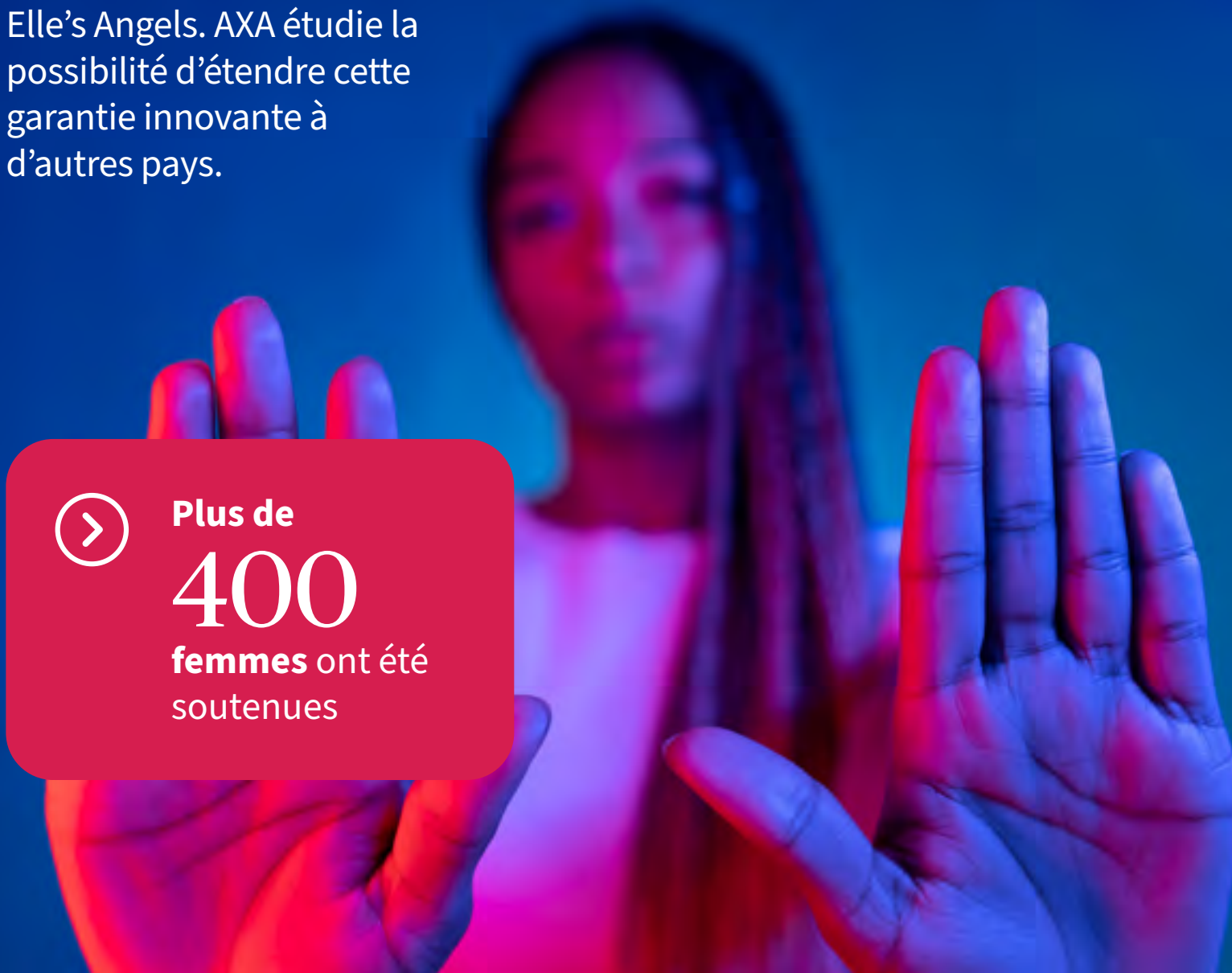
En France, AXA couvre désormais les violences conjugales dans 2,6 millions de contrats d'assurance habitation – montrant ainsi le rôle des assureurs lorsque le domicile devient un lieu où l'on ne se sent plus en sécurité. Les victimes bénéficient d'un accompagnement juridique et psychologique, mais aussi d'une solution de relogement d'urgence, jusqu'à 7 nuits dans un hôtel sûr. Depuis le lancement de ce dispositif, plus de 400 femmes ont déjà bénéficié de l'un de ces services. Cette initiative « One AXA » unique – menée par AXA France, Juridica et AXA Partners – s'appuie sur les dix années d'expertise du programme de mécénat Elle's Angels. AXA étudie la possibilité d'étendre cette garantie innovante à d'autres pays.



Plus de

400

femmes ont été soutenues



6. Ressources naturelles et biodiversité



7. Risques macroéconomiques



8. Risques énergétiques



9. Risques pour la stabilité financière



Le classement des experts pour les risques 6 à 9 met en exergue des préoccupations importantes dans les domaines économique et environnemental. Les risques macroéconomiques, absents du classement en 2024, sont réapparus cette année, portés par les guerres commerciales et les droits de douane. Parallèlement, les risques en matière de stabilité financière ont progressé d'une position, reflétant les craintes croissantes liées à la volatilité des marchés et aux tensions systémiques. Sur le volet environnemental, les risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité sont restés stables depuis 2023, tandis que les risques énergétiques ont reculé d'une position.

6. Ressources naturelles et biodiversité

Les risques liés aux ressources naturelles et à la biodiversité arrivent au 6^e rang des experts et au 12^e du grand public, des positions stables par rapport à l’an dernier.

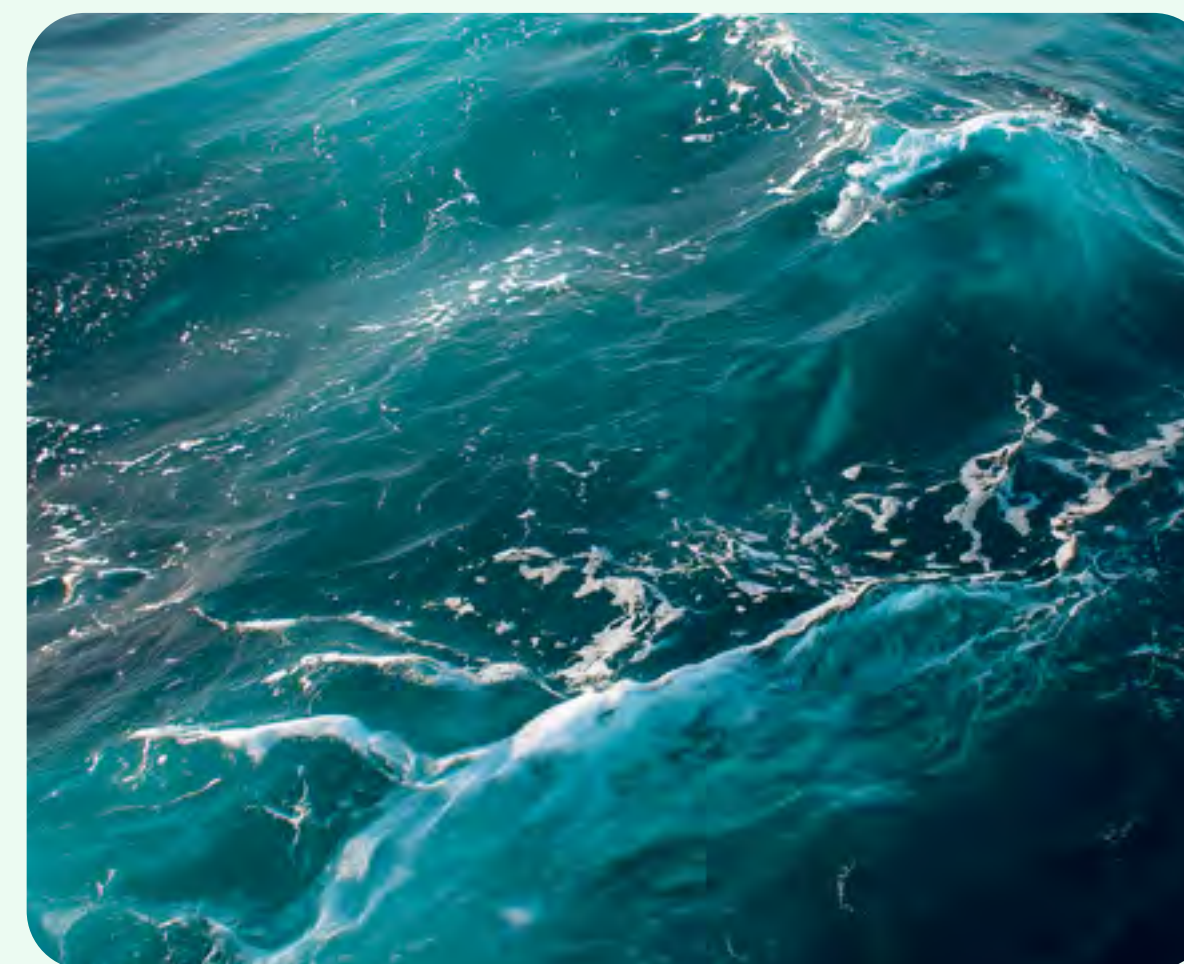
Les sondés des deux groupes ayant choisi ce risque sont partagés à part quasi égale sur leur principal motif de préoccupation, à savoir « Perte de biodiversité, utilisation non viable des sols, déforestation et désertification » et « Surconsommation des ressources naturelles (eau, pétrole, gaz, charbon, cobalt, lithium, minerais rares, etc.) ». Les pénuries de ressources alimentent les tensions sociales et géopolitiques, tandis que la biodiversité joue un rôle clé dans notre résilience face à de nombreux enjeux : maladies, qualité de l’air, accès à l’eau et à la nourriture, recherche et innovation, surtout en pharmaceutique.

Le risque est jugé particulièrement élevé en Amérique centrale et du Sud, notamment au Brésil, où les experts et le grand public le classent en 4^e position. Les deux groupes s’inquiètent en majorité de la perte de biodiversité, reflet des menaces permanentes qui pèsent sur la forêt amazonienne.

Focus

AXA engagé en faveur de la biodiversité

Nous sommes fiers d’être un partenaire de premier plan de la [Conférence 2025 des Nations unies sur l’océan](#). De plus, nous soutenons de longue date la recherche académique sur les risques liés à la biodiversité à travers le [Fonds AXA pour la Recherche](#), qui fait désormais partie du Fonds AXA pour le Progrès humain. Enfin, nos masterclass en libre accès *MasterScience* partagent avec tous les esprits curieux les connaissances de scientifiques de premier plan soutenus par le Fonds AXA pour la Recherche, sur des sujets tels que les [invasions biologiques](#) ou [le rôle de la nature dans la protection de nos côtes](#).



CLASSEMENT
des experts par rapport à l’an dernier :

6^e =

➤ 69 %

des experts et 71 % du grand public ayant choisi ce risque s’y sentent vulnérables au quotidien

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION
arrive en tête :



Brésil



Colombie



Mexique

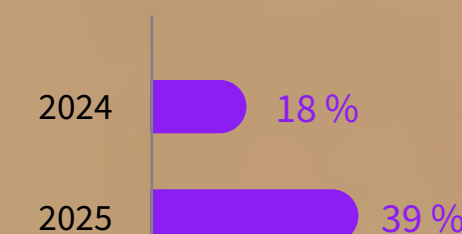
7. Risques macroéconomiques

Les risques macroéconomiques ont pris de l'ampleur. Ils arrivent en 7^e position auprès des experts – leur rang le plus élevé depuis 2020 – mais seulement à la 16^e place auprès du grand public. Les principaux motifs d'inquiétude sont les guerres commerciales et les droits de douane (44 % des experts, 36 % du grand public), ce qui reflète le trouble suscité par les récentes politiques douanières des États-Unis et leurs répercussions sur les chaînes logistiques et les marchés mondiaux. La confiance envers la capacité des gouvernements à répondre à ces risques est en baisse ; à peine 19 % des experts jugent les autorités prêtes (contre 22 % l'an dernier), un résultat qui chute à 15 % aux États-Unis.

Focus

Nous avons demandé aux répondants d'indiquer si chaque risque choisi est « à émergence lente », « à émergence rapide » ou « déjà présent ». Parmi les experts, 39 % estiment que les risques macroéconomiques sont « déjà présents », contre 18 % en 2024.

RISQUES MACROÉCONOMIQUES : UNE RÉALITÉ CROISSANTE



CLASSEMENT
des experts par rapport à l'an dernier :

7^e ↑

Seuls

15%

des experts aux États-Unis estiment les pouvoirs publics préparés à l'émergence de ce risque

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION

arrive en tête :



États-Unis



Royaume-Uni



Turquie

Tribune

Quand les blocs se fissurent

Gilles Moëc

Chef économiste du Groupe AXA

Ces dernières années, de nombreuses institutions que l'on considérait autrefois comme « l'ordre économique mondial » ont été ébranlées. Le libre-échange fondé sur des règles communes est menacé ; au cœur du Consensus de Washington des années 1990, il avait contribué à l'émergence de nombreux pays alors en développement, la Chine en particulier. Le cadre multilatéral posé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et peu à peu élargi à d'autres acteurs (notamment à travers le G20), est en train de se déliter ; lui qui avait facilité la coopération face aux enjeux mondiaux, du surendettement dans le Sud à la réglementation financière en passant par le changement climatique.

Cette démondialisation institutionnelle rend le monde moins prévisible, plus risqué. Paradoxalement, et bien qu'elle trouve souvent sa source dans la volonté des États de reprendre le contrôle à l'échelle nationale, elle accentue le sentiment d'impuissance : sans un minimum de consensus international, de nombreux problèmes paraissent insolubles.

À mesure que le monde devient moins prévisible, les marchés financiers ont tendance à devenir erratiques. Le marché américain, qui donne le ton à l'échelle mondiale, est bien sûr crucial. Dans un premier temps, il a su garder son sang-froid face au programme radical de l'administration des États-Unis, qu'il s'agisse de sa trajectoire budgétaire (avec des déficits oscillant entre 6 et 7 % du PIB au cours de la prochaine décennie) ou de la guerre commerciale (les droits de douane feront sans doute grimper l'inflation d'au moins 2 % transitoirement).

Mais un nouveau test se profile à l'horizon. L'érosion des institutions ne se joue pas uniquement sur la scène internationale. La pression exercée par

la Maison-Blanche sur la Réserve fédérale américaine ajoute au sentiment d'instabilité. **Depuis les années 1990, l'indépendance des banques centrales est le socle d'une gestion macroéconomique prévisible à travers le monde.** Le rôle du dollar en tant que pilier du système monétaire international est menacé, mais aucune alternative claire n'a émergé.

La mondialisation des années 1990 a coïncidé avec une domination et une implication sans précédent des États-Unis dans les affaires mondiales. **Les États-Unis sont aujourd'hui contestés par la Chine et souvent qualifiés d'isolationnistes** – mais ce n'est pas ce qui les caractérise le mieux. La Maison-Blanche continue d'intervenir dans les affaires mondiales, mais de manière bien plus transactionnelle. La mutation du marché mondial de l'énergie joue ici un rôle majeur. Depuis 2019, les États-Unis sont le plus grand exportateur mondial de combustibles fossiles. Washington a donc moins d'enjeux à promouvoir la stabilité au Moyen-Orient, mais l'énergie reste, comme d'habitude, un levier de pouvoir géopolitique. Les Européens, par exemple, dépendent du GNL (gaz naturel liquéfié) américain, ce qui réduit considérablement leur marge de manœuvre.

Les remises en cause du « consensus de Washington » n'ont pas entraîné un retour à la logique « bloc contre bloc » d'avant 1990. Chaque « bloc » est clivé. La rivalité entre la Chine et l'Inde pour le leadership du « Sud global » fait écho à la tension entre les États-Unis et l'Union européenne dans le camp occidental. Cette fragmentation supplémentaire ajoute à l'imprévisibilité du monde.



« Cette démondialisation institutionnelle rend le monde moins prévisible, plus risqué. »



8. Risques énergétiques

Cette année, les risques énergétiques reculent dans le classement : ils occupent la 8^e place pour les experts (7^e en 2024) et la 11^e pour le grand public (9^e l'an dernier). Si en 2022, peu après le début de la guerre en Ukraine, ces risques arrivaient en haut du classement (4^e pour les experts et 5^e pour la population générale), ils n'ont cessé de reculer depuis.

Néanmoins, 64 % des experts et 72 % du grand public ayant sélectionné ce risque déclarent s'y sentir vulnérables dans leur vie quotidienne. Les sondés des deux groupes motivent avant tout leur choix par la hausse de la demande et des prix (44 % des experts et 53 % du grand public).

Interrogés sur la manière dont les pouvoirs publics devraient aborder les risques énergétiques, les experts ont tendance (pour 30 % d'entre eux) à préconiser une hausse des investissements en recherche et innovation.

CLASSEMENT
des experts par rapport
à l'an dernier :

8^e ↓

⌕ **30%**
des experts estiment
que les pouvoirs
publics devraient
investir davantage
dans la recherche
et l'innovation pour
répondre aux risques
énergétiques

**RÉGIONS OÙ CETTE
PRÉOCCUPATION**
arrive en tête :


Belgique


Espagne


Royaume-Uni


Italie

9. Risques pour la stabilité financière

Les risques pour la stabilité financière se classent en 9^e position du côté des experts (10^e l'an dernier) et à la 8^e pour le grand public (7^e l'an dernier). Ce choix est principalement motivé par une crainte de défaillance des marchés financiers (pour 45 % des experts et 39 % du grand public).

À peine 21 % des experts ayant sélectionné ce risque jugent les pouvoirs publics prêts à y faire face, contre 27 % ces deux dernières années. À la question de savoir ce que les autorités pourraient faire pour atténuer l'instabilité financière, les experts citent en priorité l'amélioration des cadres de gouvernance des risques (35 %) et le durcissement des réglementations et des sanctions (29 %).

Déclaration

« Dans un contexte d'incertitudes, de risques géopolitiques, d'endettement souverain élevé et de difficultés systémiques pour les marchés financiers (valorisation élevée des actifs, effet de levier et volatilité des marchés), il n'est guère surprenant de voir s'accroître les inquiétudes entourant la stabilité financière. Toutefois, rappelons que le système financier mondial a réussi à absorber une série de chocs, dont la pandémie de COVID-19, l'inflation, la guerre en Ukraine et, plus récemment, les incertitudes liées aux droits de douane. Cette résilience trouve son origine dans plusieurs facteurs : améliorations apportées de longue date aux dispositifs de surveillance et de réglementation, réactions rapides des pouvoirs publics lorsque cela s'avérait nécessaire, comportement responsable des institutions financières. Ces critères resteront essentiels pour gérer les risques qui pèsent actuellement sur la stabilité financière. »

Aurélien Muniak, Directeur de la gestion des risques financiers du Groupe

CLASSEMENT
des experts par rapport
à l'an dernier :

9^e ↑

➤ **21%**
des experts
estiment que les
pouvoirs sont armés
pour y faire face,
contre 27 % en 2024

**RÉGIONS OÙ CETTE
PRÉOCCUPATION**
arrive en tête :



États-Unis



Thaïlande



Indonésie

Démographie

Pour la première fois, les risques liés à l'évolution démographique figurent dans le top 10 des experts. Avec la baisse des taux de fécondité, conjuguée à la hausse de l'espérance de vie, une main-d'œuvre de plus en plus restreinte devra répondre aux besoins d'une population vieillissante. Cette tendance n'est pas nouvelle, mais elle atteint un seuil critique : à l'heure actuelle, une personne sur quatre vit dans un pays ayant déjà dépassé son pic de population, d'après les prévisions 2024 de l'ONU sur la population mondiale.

RÉGIONS OÙ CETTE PRÉOCCUPATION

arrive en tête :

#1

Italie

#2

Allemagne

#3

Japon

CLASSEMENT

des experts par rapport
à l'an dernier :

10^e ↑



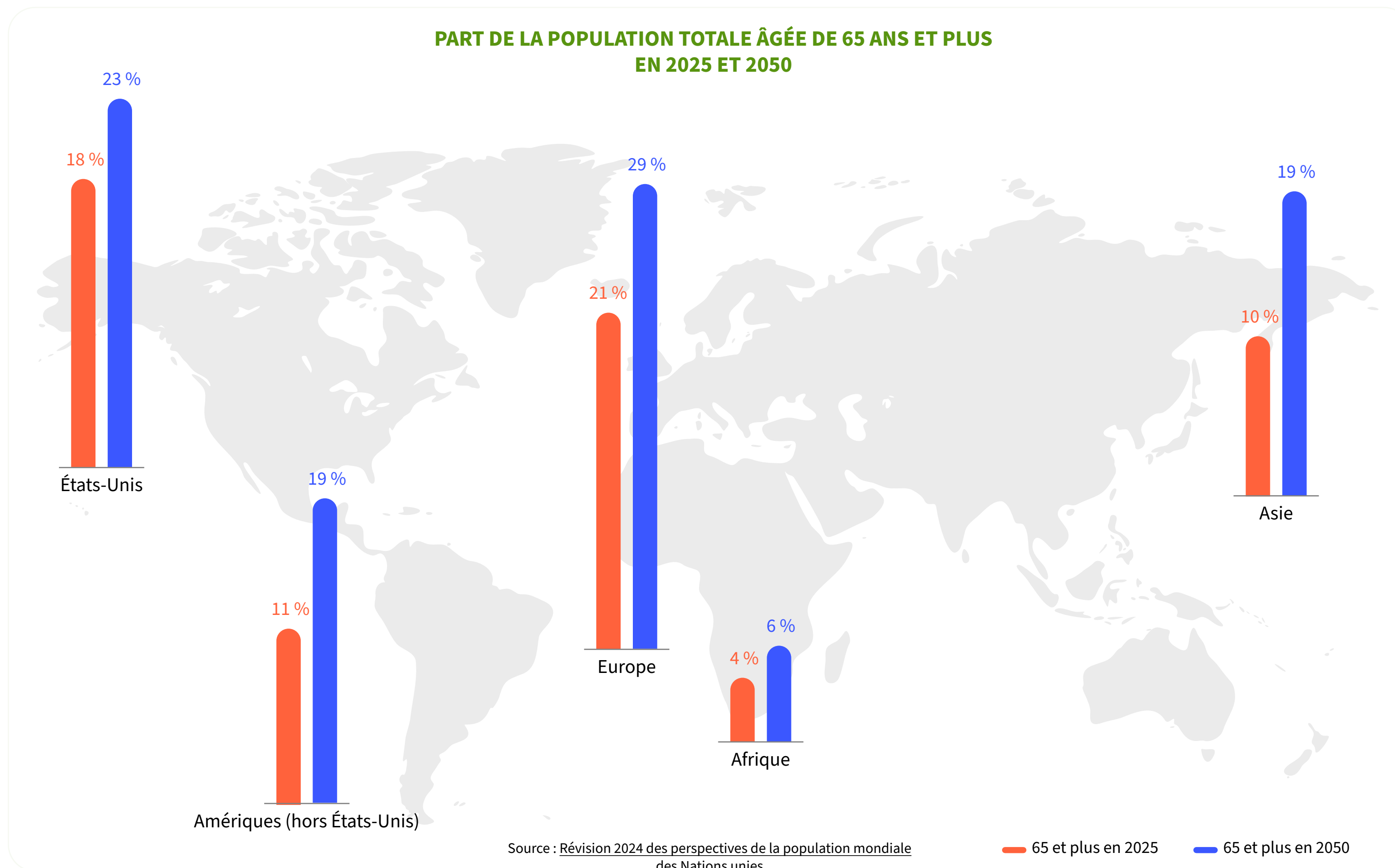
93%

des experts estiment que l'évolution démographique **augmentera les coûts de santé pour les particuliers** dans les dix ans à venir

Le problème démographique : une bombe à retardement aux impacts multiples

Le grand public n'est pas encore aussi sensible que les experts au risque démographique, qu'il classe seulement en 17^e position sur les 25 risques. Les sondés l'ayant cité dans leur top 5 partagent toutefois les mêmes inquiétudes que les experts : baisse du taux de natalité (27 % des experts, 25 % du grand public), alourdissement de la charge pesant sur les finances publiques (26 % des experts, 19 % du grand public). À mesure que les systèmes de santé, de soins de longue durée et de retraite seront mis à rude épreuve, les gouvernements disposeront d'une marge de manœuvre réduite dans leurs budgets pour faire face à d'autres risques à venir.

D'après la révision 2024 des perspectives de la population mondiale des Nations unies, la part des personnes âgées dans la population mondiale devrait progresser dans toutes les régions dans les 25 années à venir. L'Europe est le continent qui vieillit le plus vite : un habitant sur trois sera âgé d'au moins 65 ans d'ici 2050. **Seuls 11 % des experts (8 % en Europe) ayant choisi le risque démographique estiment les pouvoirs publics prêts à y répondre** – le résultat le plus faible, ex æquo avec les risques liés à l'IA et au big data, tous risques confondus.



La menace croissante d'un effondrement des systèmes de santé et de retraite

Cette année, nous avons posé de nouvelles questions pour mieux comprendre comment les experts et le grand public perçoivent les risques démographiques. Le premier sujet d'inquiétude est la hausse des coûts de la santé, un risque jugé important par 93 % des experts et 85 % du grand public pour les dix prochaines années. Autre constat alarmant : **74 % des experts et 71 % du grand public voient un risque important que le système de santé de leur pays s'effondre dans les dix années à venir.** Les craintes entourant les systèmes de retraite nationaux sont encore plus fortes : 80 % des experts et 73 % du grand public considèrent qu'il existe un risque important d'effondrement des systèmes de retraite.

Tribune

Dr Karsten Dietrich

Responsable Vie, Épargne et Santé,
AXA Konzern Deutschland

Les régimes par répartition, tels que les régimes obligatoires de santé et de retraite en Allemagne, subissent des pressions liées aux évolutions démographiques. AXA Allemagne propose des solutions centrées sur les besoins des clients, tant en assurance santé qu'en assurance vie, accompagnées de conseils personnalisés. Les produits d'assurance santé complète offrent une couverture haut de gamme destinée aux salariés à revenus élevés et ne partagent pas la vulnérabilité démographique des régimes légaux. Les produits complémentaires, quant à eux, apportent un surcroît de couverture abordable au régime légal de santé pour tous.

Des solutions d'épargne individuelle, économiques et accessibles, permettent aux personnes de renforcer leur résilience financière, même avec de petits investissements. AXA Allemagne accompagne ainsi chacun dans la sécurisation de son avenir financier, avec une attention particulière portée aux femmes, qui peuvent rencontrer des enjeux financiers spécifiques.

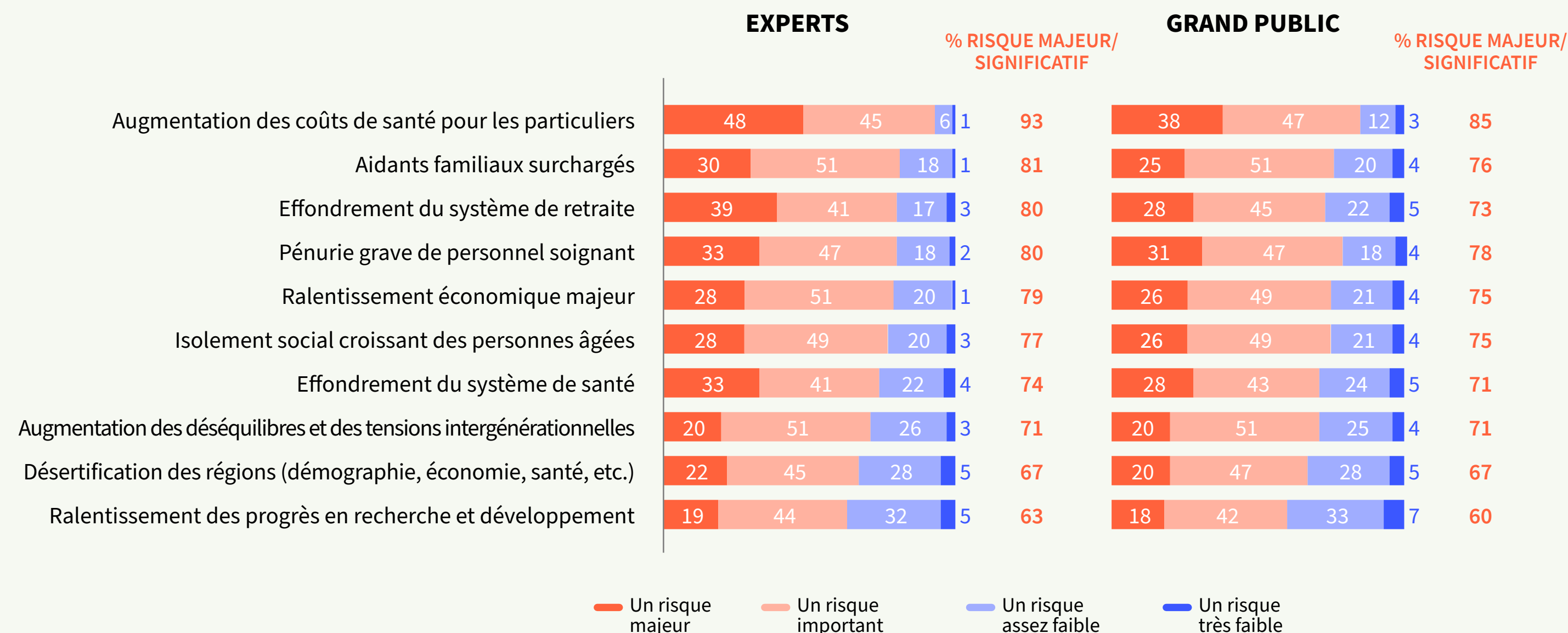


« AXA Allemagne accompagne chacun dans la sécurisation de son avenir financier, avec une attention particulière portée aux femmes, qui peuvent rencontrer des enjeux financiers spécifiques. »

Data

MENACES POSÉES PAR LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE

AU COURS DES 10 PROCHAINES ANNÉES, PENSEZ-VOUS QU'IL Y A UN RISQUE QUE LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE DE VOTRE PAYS ENTRAÎNE LES CONSÉQUENCES SUIVANTES ?



Nous avons également interrogé les sondés sur les éventuelles solutions à ces risques. Dans les deux groupes, l'accès à des crèches pour les jeunes parents recueille le plus de suffrages. Cependant, **les solutions performantes face aux risques démographiques sont souvent impopulaires**. Ainsi, 68 % du grand public rejette les politiques d'immigration visant à attirer davantage de jeunes familles étrangères, même si près de la moitié de ceux qui s'y opposent estiment que cette mesure serait efficace. À mesure que les risques démographiques se cristallisent, les décideurs politiques pourraient être amenés à envisager des solutions efficaces, malgré leur impopularité.



Tribune

Tetsuro Kawashima

Directeur produits chez AXA Japon

Au Japon, le déclin démographique et le vieillissement rapide de la population posent de sérieuses difficultés pour l'économie et la structure sociale du pays. Selon la tendance en cours, les jeunes générations auront un fardeau de plus en plus lourd à porter, mettant à mal le budget public et menaçant à terme la pérennité des systèmes de sécurité sociale.

Les experts japonais classent l'évolution démographique en 6^e position des risques, contre la 10^e à l'échelle mondiale. Ils sont également plus nombreux à se préoccuper d'un certain nombre de risques dans les dix ans à venir : grave pénurie de personnel en maisons de retraite (96 % contre 80 % à l'échelle mondiale), exacerbation des tensions intergénérationnelles (87 % contre 71 % dans le monde), ou encore déclin économique sérieux (86 % contre 79 % dans le monde).

En adaptant nos stratégies pour répondre à l'évolution du paysage démographique, nous aiderons nos clients à prendre les meilleures décisions pour leur avenir.

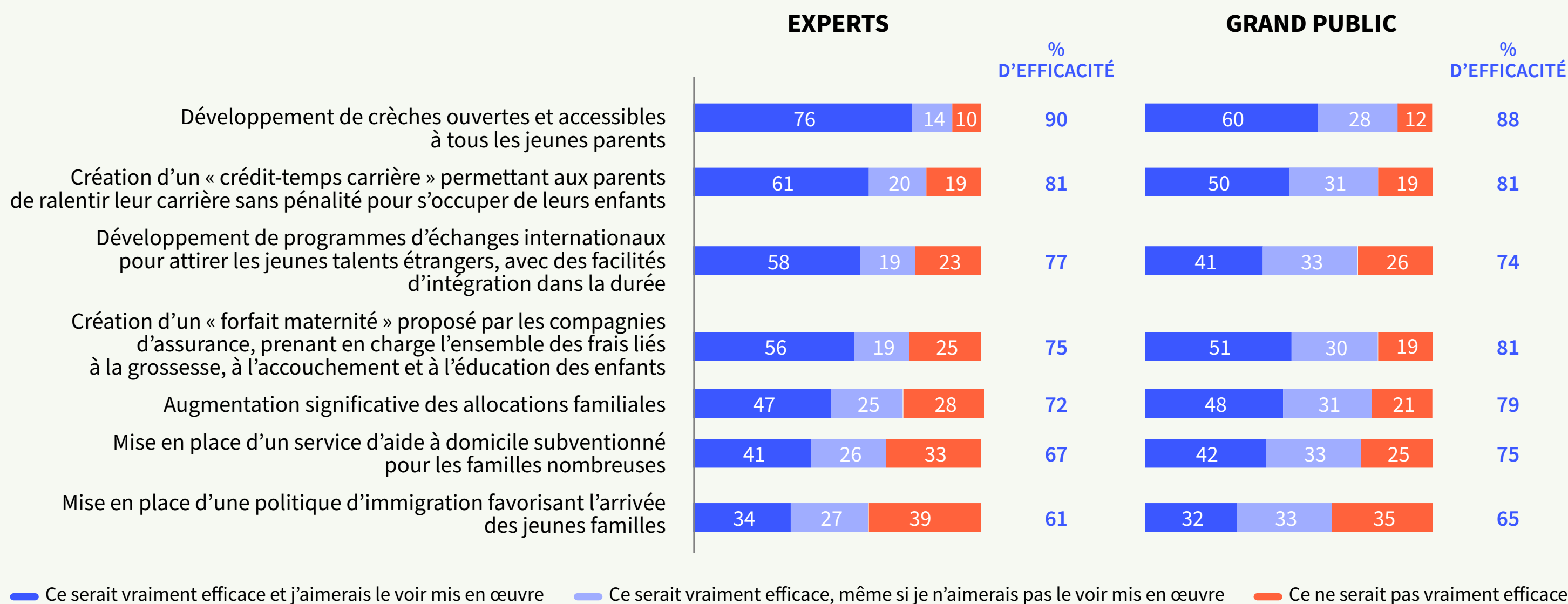


« Au Japon, le déclin démographique et le vieillissement rapide de la population posent de sérieuses difficultés pour l'économie et la structure sociale du pays. »

SOLUTIONS POUR LIMITER LES RISQUES DÉMOGRAPHIQUES DANS VOTRE PAYS

Data

POUR CHACUNE DES SOLUTIONS SUIVANTES QUI POURRAIENT ÊTRE INTRODUITES POUR AUGMENTER LE NOMBRE DE NAISSANCES ET DE JEUNES DANS VOTRE PAYS ET LIMITER LES RISQUES DÉMOGRAPHIQUES, PENSEZ-VOUS QU'ELLE SERA EFFICACE OU NON ?



— Ce serait vraiment efficace et j'aimerais le voir mis en œuvre — Ce serait vraiment efficace, même si je n'aimerais pas le voir mis en œuvre — Ce ne serait pas vraiment efficace

Risques sous le radar



Risques sous le radar

Pandémie : la question n'est pas de savoir « si », mais « quand »

Bien que le risque de pandémie ne figure plus parmi les dix premières inquiétudes des experts, cette menace n'a pas disparu. Selon une analyse des tendances historiques, publiée par la revue scientifique [Proceedings of the National Academy of Sciences](#) en 2021, **la probabilité de connaître une nouvelle pandémie similaire à celle de la COVID-19 dans une vie** est de 38 %. Toutefois, toujours d'après cette étude, ce pourcentage pourrait tripler dans les décennies à venir, les changements climatiques favorisant la transmission d'agents pathogènes de l'animal à l'être humain.



Santé mentale : une préoccupation croissante

Patrick Cohen, Directeur général des marchés Europe et Santé d'AXA

L'état de santé mentale de la population demeure préoccupant. **Une personne sur trois souffre d'un problème de santé mentale**, les difficultés quotidiennes telles que la précarité financière et professionnelle étant les plus lourdes. Les employeurs peuvent faire la différence en proposant des solutions et en investissant dans la santé mentale de leurs employés. Les environnements de travail qui intègrent la santé mentale et soutiennent leurs collaborateurs par des solutions de prévention et de remédiation sont bien plus susceptibles de réduire l'absentéisme, de renforcer l'engagement des équipes et de fidéliser les talents.



RAPPORT AXA SUR LA SANTÉ MENTALE

Ce rapport explore les données et propose une analyse sur la santé mentale des individus dans la vie et au travail.



➤ 1 personne sur 3 souffre d'un problème de santé mentale

Risques sous le radar

Obésité : la nouvelle pandémie

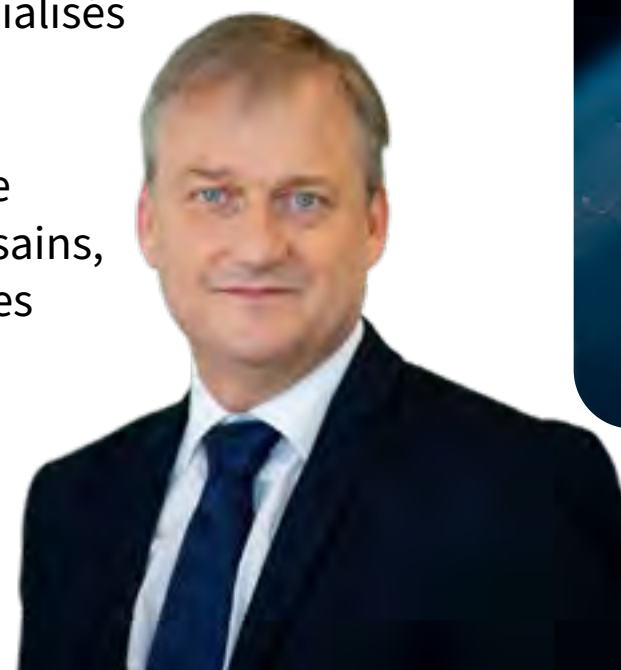


Dr Alfred Beil

Directeur médical du Groupe AXA

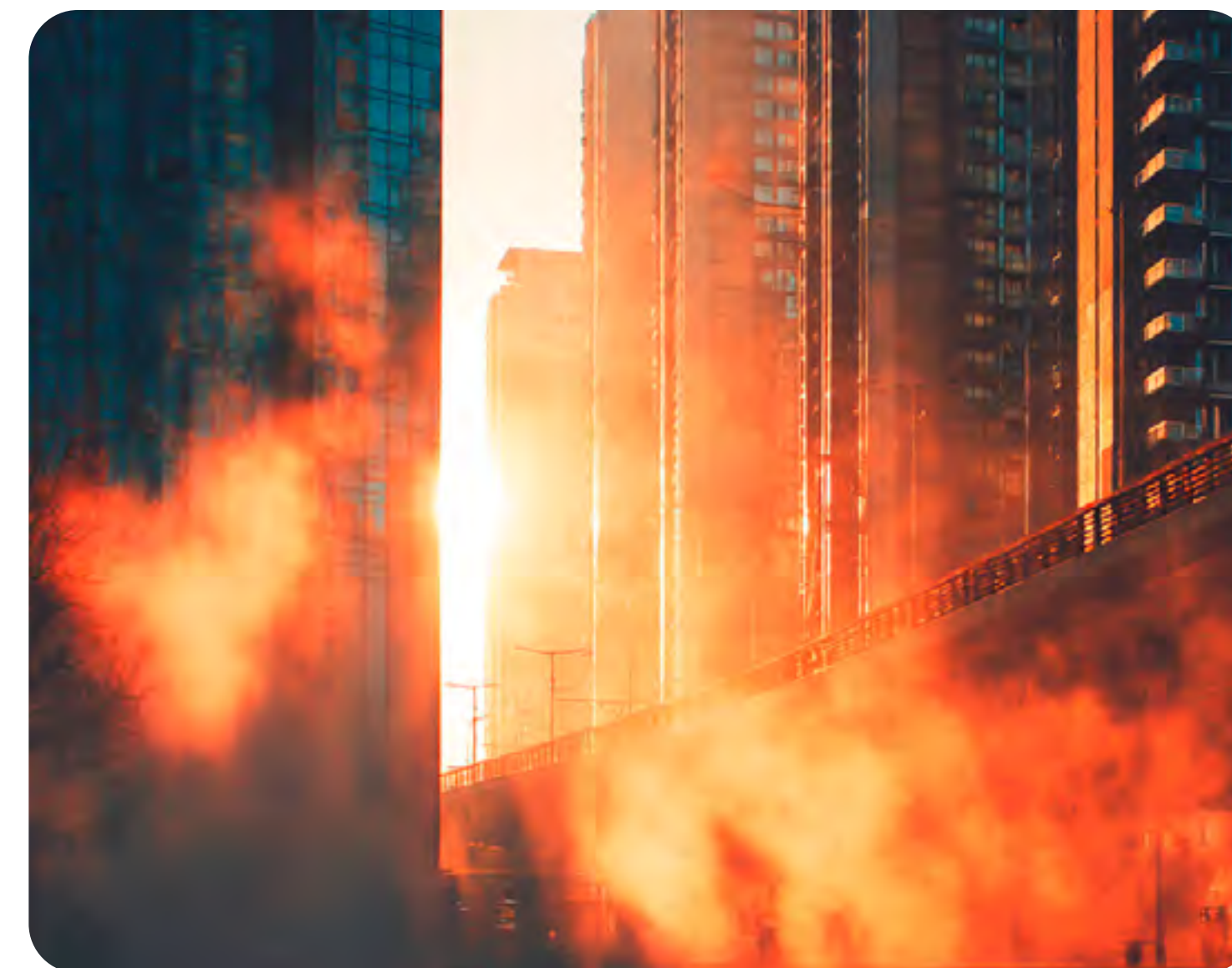
La pandémie d'obésité, due aux faibles prix de l'alimentation transformée et à la sédentarité, favorise la recrudescence de maladies non transmissibles, telles que le diabète, le cancer et les troubles cardiovasculaires. **Les maladies liées à l'obésité représentent désormais 7 % des coûts de santé – et cette tendance est en hausse.**

Si le recours à la chirurgie et l'injection de produits amaigrissants à base d'agonistes du récepteur du GLP-1 – commercialisés sous les marques Ozempic™, Wegovy™ ou encore Mounjaro™ – peuvent être utiles, ces solutions ne suffiront pas à régler le problème. Il est essentiel de promouvoir une alimentation et des modes de vie sains, ce qui nécessite une action coordonnée à différentes échelles, des choix individuels aux politiques sociétales.



Risques spatiaux : une frontière de risques qui s'étend

Imaginez que vous vous réveillez dans un monde sans GPS, ni télécommunications, ni paiements par carte bancaire. Ce scénario serait possible en cas de destruction d'infrastructures spatiales. Pourtant, **seuls 2 % des experts et 5 % du grand public placent les risques spatiaux et planétaires parmi les 5 risques majeurs** ; cette menace arrive même globalement en dernière position. Les experts l'ayant sélectionnée s'inquiètent surtout des débris et des déchets spatiaux en orbite (49 %), tandis que le grand public cite plutôt une crainte liée à l'inversion du champ magnétique terrestre (41 %).



Vagues de chaleur : les infrastructures mises à rude épreuve

Les vagues de chaleur constituent un risque élevé, le changement climatique arrivant une nouvelle fois en tête du classement. **Toutefois, certaines conséquences potentielles restent ignorées.** Ainsi, une canicule peut surcharger les systèmes de refroidissement des centres de données, entraînant des pannes même pour des géants de la tech, comme ce fut le cas pour Google et Oracle lors de la vague de chaleur qui a frappé Londres en 2022. Dans le cadre de l'initiative « Résilience climatique et adaptation aux menaces futures », visant à renforcer la résilience d'AXA et à soutenir l'adaptation de la société, AXA a publié un [guide de préparation à la canicule](#), qui répond à des questions clés et présente des mesures pratiques pour renforcer la résilience opérationnelle face aux vagues de chaleur extrême.

L'avenir de l'assurance

Dans un monde de plus en plus fragmenté et complexe, **le rôle de l'assurance n'a jamais été aussi crucial dans la protection contre les risques émergents : 89 % des experts et 72 % du grand public en sont convaincus.** Or, cette mission ne pourra être remplie si les assureurs adoptent des politiques d'exclusion, en refusant de couvrir les plus vulnérables. Pour AXA, la voie à suivre consiste à s'appuyer sur nos capacités pour protéger ce qui compte le plus, en particulier les populations fragiles, pas ou insuffisamment couvertes par les solutions d'assurance classiques.

Nous sommes convaincus que notre secteur connaît l'une des plus grandes mutations de son histoire : au-delà de verser des indemnités en cas de sinistres, nous nous efforçons de prévenir leur apparition. **Cela exige un changement fondamental d'état d'esprit et de technologie, pour aider chacun à mieux se préparer à l'inattendu.** Nos équipes dédiées, telles qu'AXA Climate et AXA Prévention en France, proposent des services de prévention à leurs clients, entreprises et particuliers.

Ainsi, AXA Climate a développé des outils de pointe capables d'identifier les risques climatiques et naturels pour n'importe quel bien matériel, avec une précision de 250 mètres, en cinq minutes. AXA Climate a également formé plus de six millions de collaborateurs à travers le monde aux enjeux du changement climatique, de l'impact carbone et de la gestion des ressources naturelles. Cette démarche témoigne de notre volonté de réinventer notre relation avec nos clients – **pour passer du simple statut d'indemnisateur à celui de partenaire à part entière.**



➤ **63%** des experts et **59%** du grand public estiment que les risques qui les inquiètent le plus peuvent être évités **grâce à des mesures et à une prévention renforcée**

Focus

Les attentes envers les assureurs

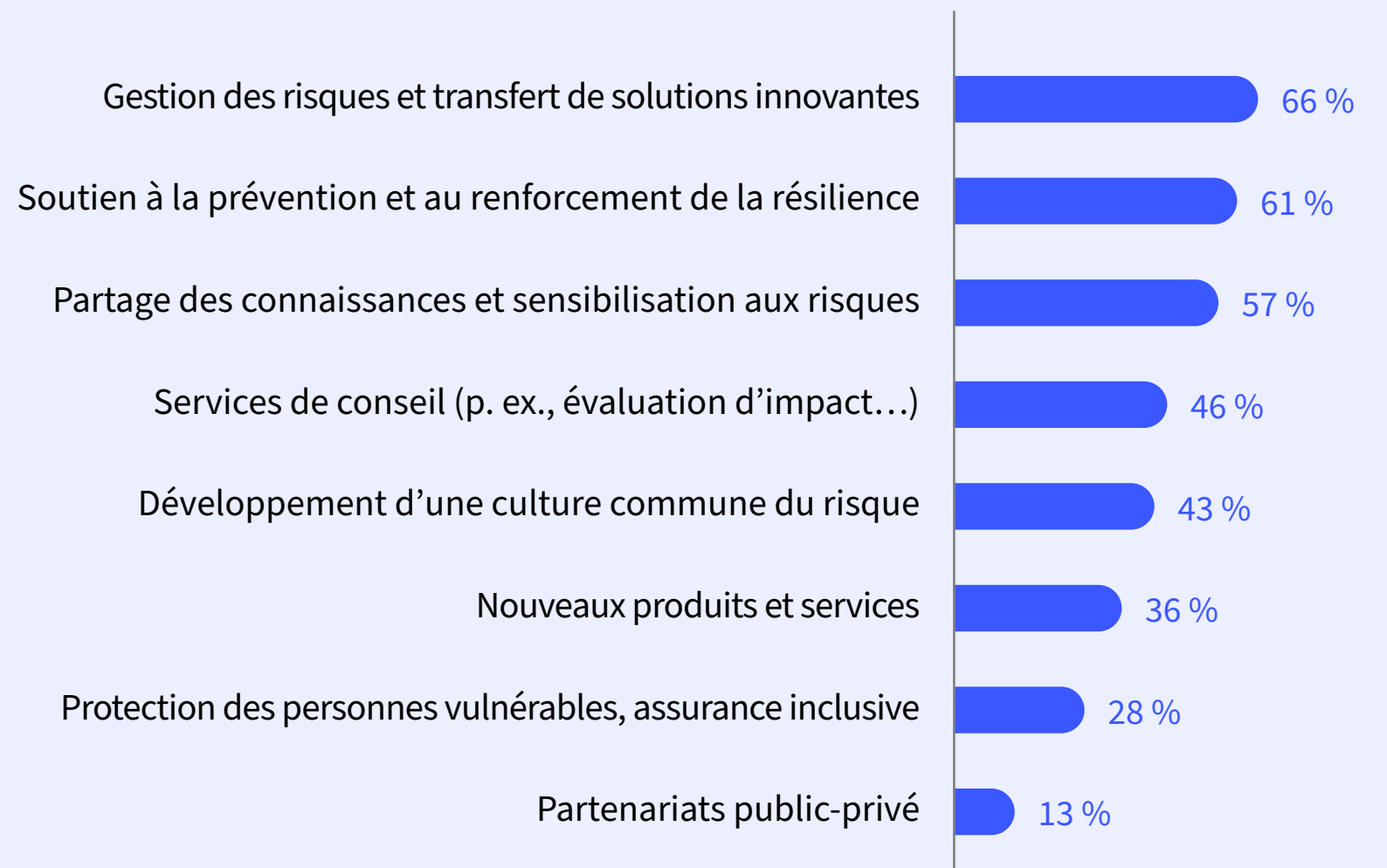
Nos clients entreprises et nos partenaires clament haut et fort leurs attentes : ils exigent une gestion efficace des risques, des solutions innovantes, et un accompagnement accru en matière de prévention et de création de résilience, de diffusion des connaissances et d'éducation aux risques.



ATTENTES ENVERS LES ASSUREURS FACE AUX RISQUES FUTURS

QUELLES SONT LES ATTENTES DE VOTRE ENTREPRISE OU ORGANISATION ENVERS LES ASSUREURS EN MATIÈRE DE RISQUES FUTURS ?

EXPERTS ENTREPRISES ET PARTENAIRES COMMERCIAUX D'AXA



Interview

Repousser les limites de l'assurabilité

Frédéric de Courtois

Directeur général adjoint du Groupe AXA

La mutualisation est au cœur du modèle d'assurance, toutefois notre rapport met en exergue une tendance accrue à la fragmentation. Qu'est-ce que cela implique pour les stratégies d'AXA qui consistent à mieux servir ses clients ?

Frédéric de Courtois : Nous vivons manifestement une époque de polycrise. L'instabilité géopolitique et la fragmentation sociale affaiblissent la confiance et minent la capacité collective à éviter et à surmonter les chocs. En tant qu'assureur, nous ne pouvons rester indifférents à cette situation : d'une part parce que la fragmentation a une influence directe sur la matérialisation et la répartition des risques, de l'autre parce qu'elle influe sur la manière dont se construit la résilience.

Chez AXA, nous considérons que notre rôle va bien au-delà de la protection financière si nous voulons soutenir activement la cohésion sociale et la résilience.

Depuis notre création en 1985, nous n'avons cessé de réinventer l'assurance. Alors que nous célébrons nos 40 ans, nous n'avons rien perdu de cet esprit audacieux. Il nous guide pour relever les défis de la fragmentation et « repousser les limites de l'assurabilité », en agissant sur plusieurs volets : intégrer la prévention, renforcer la mutualisation, élargir les partenariats, nous mobiliser pour le mécénat et la recherche. Notre Fonds AXA pour le Progrès humain, lancé cette année, réunit des projets à fort impact dans les domaines culturel, scientifique, environnemental, social et sociétal, avec une dotation annuelle de 60 millions d'euros. De plus, nous couvrons 17,4 millions de clients avec une assurance inclusive et visons 20 millions de personnes d'ici 2026 afin de protéger les populations vulnérables.

Le rapport souligne le rôle crucial des assureurs dans la prévention et la gestion des risques futurs. Quelles initiatives AXA met-il en œuvre dans ce domaine ?

F. d. C. : Chez AXA, la prévention est au cœur de notre mission, pour anticiper et atténuer les risques futurs. Notre stratégie « de payeur à partenaire » vise à renforcer nos capacités de prévention autour de trois piliers majeurs : premièrement, simplifier et recentrer nos opérations pour gagner en agilité dans un monde en mutation rapide. Deuxièmement, poursuivre proactivement notre recentrage sur les risques techniques en nous appuyant sur le savoir-faire d'AXA XL. Troisièmement, atteindre l'excellence grâce à l'IA et aux technologies. Ce volet est alimenté par des outils innovants tels qu'AXA Secure GPT, notre solution interne qui garantit un usage sécurisé de l'IA générative ; le recours à des données et informations satellitaires, notamment via la Digital Commercial Platform d'AXA ; ou encore la démarche expérimentale adoptée par nos équipes pour favoriser une innovation continue en matière de prévention.

Quels défis l'évolution démographique soulève-t-elle pour un assureur tel qu'AXA, et comment les relever ?

F. d. C. : Les changements démographiques – du vieillissement de la population à l'évolution des structures familiales – bousculent notre secteur et nos activités. Ils stimulent la demande en produits d'assurance santé, d'assurance vie et de retraite, et bouleversent en profondeur la population active ; cela touche à la fois nos clients et nos propres collaborateurs.

Face à ces défis, AXA agit à différents niveaux. Ainsi, AXA Italie est le premier partenaire fondateur de la communauté Longevity+. Lancée par The European House-Ambrosetti, elle réunit des acteurs majeurs pour élaborer des stratégies communes face au vieillissement de la population. En interne, notre programme « We Care » soutient les parents et les aidants informels. Ces engagements témoignent de notre volonté d'ouvrir la voie, pour notre secteur, afin de s'adapter aux changements démographiques et de préserver le bien-être des générations futures.



« Alors que nous célébrons nos 40 ans, nous n'avons rien perdu de notre esprit d'audace. Il nous guide pour relever les défis de la fragmentation et repousser les limites de l'assurabilité, en intégrant la prévention, en renforçant la mutualisation, en développant des partenariats, et en nous appuyant sur le mécénat et la recherche. »





Remerciements

Le Future Risks Report est coproduit par les départements Gestion des Risques et Communication, Marque et Développement Durable du Groupe AXA.

Chaque année, notre partenaire Ipsos mène l'enquête et les équipes des entités au sein d'AXA jouent un rôle essentiel en coordonnant nos réseaux d'experts et en partageant des témoignages illustrant les initiatives du Groupe. Nous les en remercions.

Nous remercions également chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport.